

Vu l'avis 31.097/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2001;

Considérant que le coût de production de ces séries est plus élevé que celui des pièces de monnaie courantes;

Considérant les frais supplémentaires d'emballage et de publicité,

Arrête :

Article 1^{er}. Cinq mille séries de pièces de monnaie, ayant cours légal en Belgique, de qualité « Proof », sont mises en vente à partir du 18 juin 2001 au prix net de 4.950 francs par série.

Ces séries contiennent les pièces de 50 francs, de 20 francs, de 5 francs, de 1 franc et de 50 centimes dans les deux légendes portant les millésimes 1999, 2000 et 2001.

Art. 2. Pour les pièces visées à l'article 1^{er} sont levées les interdictions prévues à l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mai 2001.

D. REYNDERS

Gelet op advies 31.097/2 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2001;

Overwegende dat de kosten van aanmaak van die reeksen hoger zijn dan die van de gewone muntstukken;

Overwegende dat de verpakking en reclame extra kosten meebrengen,

Besluit :

Artikel 1. Vijfduizend reeksen van muntstukken in Proefkwaliteit, met wettelijke koers in België, worden vanaf 18 juni 2001 te koop aangeboden tegen de nettoprijs van 4.950 frank per reeks.

Deze reeksen bevatten de muntstukken van 50 frank, 20 frank, 5 frank, 1 frank en 50 centiemen, geslagen in beide legendes en met de jaartallen 1999, 2000 en 2001.

Art. 2. Voor de muntstukken bedoeld in artikel 1 worden de verbodsbepalingen uitgevaardigd door artikel 1, eerste en tweede lid van de wet van 8 mei 1924 betreffende de handel in en het smelten van geldstukken, opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgische Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 mei 2001.

D. REYNDERS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 2001 — 1480 (2001 — 1400) [2001/02056]

23 MAI 2001. — Arrêté royal portant création du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 154 du 29 mai 2001, à la page 17828, texte français :

— le seizième alinéa, doit se lire comme suit :

« - l'établissement des normes de produits relatives à la santé des animaux et à la production animale; »

— le dix-septième alinéa, doit se lire comme suit :

« - l'établissement des normes et la gestion du bien-être des animaux; ».

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 2001 — 1480 (2001 — 1400) [2001/02056]

23 MEI 2001. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 154 van 29 mei 2001, blz. 17828, Franse tekst :

— zestiende alinea, moet gelezen worden als volgt :

« - l'établissement des normes de produits relatives à la santé des animaux et à la production animale; »

— zeventiende alinea, moet gelezen worden als volgt :

« - l'établissement des normes et la gestion du bien-être des animaux; ».

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1481

[C — 2001/27305]

3 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et II du règlement général pour la protection du travail

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, signée à Helsinki le 17 mars 1992;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, I et II et l'article 92bis, § 3, D);

Vu l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses approuvé par le décret du 16 décembre 1999;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres, et incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Régent du 11 février 1946, portant approbation des titres I^{er} et II du règlement général pour la protection du travail, et plus particulièrement ses articles 27bis/1 à 12;

Vu l'urgence spécialement motivée par la mise en demeure adressée par la Commission européenne pour défaut de transposition de la directive 96/82/CE et par la nécessité d'adapter le RGPT à l'entrée en vigueur imminente de l'accord de coopération conclu le 21 juin 1999 et approuvé par le décret du 16 décembre 1999;

Vu l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions portant exécution de certaines dispositions de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, approuvé par le décret du 16 décembre 1999*

Article 1^{er}. § 1^{er}. La Division de la Prévention et des Autorisations de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, en abrégé « DPA », est désignée comme service de coordination au sens de l'article 4, 12°, et de l'article 5, § 1^{er}, 2°, de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, approuvé par le décret du 16 décembre 1999, et comme service d'évaluation au sens de l'article 4, 13°, et de l'article 5, § 2, 2°, du même accord de coopération.

La Division de la Police de l'Environnement de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, en abrégé « DPE », est désignée comme service d'inspection au sens de l'article 4, 14°, et de l'article 5, § 3, 2°, du même accord de coopération.

§ 2. Le Ministre de l'Environnement désigne les fonctionnaires qui, au sein des deux Divisions visées au paragraphe précédent, sont plus spécialement chargées des missions de coordination, d'évaluation et d'inspection visées aux articles 4, 12°, 13°, 14° et 5, § 1^{er}, 2°, § 2, 2°, § 3, 2°, de l'accord de coopération visé au paragraphe précédent, ainsi que leurs suppléants éventuels.

Ces désignations et toutes modifications qui les affecteraient sont publiées au *Moniteur belge*.

En vue d'exercer les missions d'inspection visées aux articles 4, 14°, et 5, § 3, 2°, de l'accord de coopération précité, les fonctionnaires désignés à cet effet conformément à l'alinéa 1^{er} prêtent serment.

Art. 2. Conformément à l'article 26bis de l'accord de coopération visé à l'article 1^{er}, dès réception de l'étude de sûreté visée à l'article 27bis/4 du titre I^{er} du règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, ou de tout document emportant rectification, modification ou complément à cette étude, la DPA transmet une copie de ceux-ci à la Direction générale de la Protection civile du Ministère fédéral de l'Intérieur.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946*

Art. 3. A l'article 1^{er} du règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, sont apportées les modifications suivantes :

1° entre les termes « dépôts », et « carrières », sont ajoutés les mots suivants :

« établissements susceptibles de générer des risques d'accident majeur définis à l'article 27bis/1, 3° »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la Région wallonne, les établissements susceptibles de générer des risques d'accident majeur définis à l'article 27bis/1, 3° sont considérés comme des établissements de première classe, quelle que soit leur classification éventuellement prévue par le Chapitre II. »

Art. 4. Les dispositions du chapitre III du titre I^{er} du même règlement et ses annexes sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III. — *Dispositions applicables en Région wallonne spécifiques à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses*

Section I^{re}. — Définitions et champ d'application

Art. 27bis/1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° accord de coopération : l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, approuvé par le décret du 16 décembre 1999;

2° permis : toute autorisation ou permis préalables quelconques imposés par une disposition légale ou réglementaire relevant de la compétence de la Région wallonne en matière de police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, en vue de l'exploitation, la transformation ou l'extension de pareils établissements;

3° établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur : l'ensemble de la zone géographique placée sous le contrôle d'un exploitant, y compris les infrastructures ou les activités communes ou connexes, dans laquelle interviennent une ou plusieurs installations susceptibles de générer des risques d'accident majeur, ainsi que toute autre installation ou activité s'y rapportant susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions ou la pollution;

4° installation susceptible de générer des risques d'accident majeur : l'unité technique à l'intérieur d'un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur où des substances dangereuses sont produites, utilisées, manipulées, ou stockées et qui comprend tous les équipements, structures, canalisations, machines, outils, embranchements ferroviaires particuliers, quais de chargement et de déchargement, appontements desservant l'installation, jetées, dépôts ou structures analogues, flottants ou non, nécessaires pour le fonctionnement de l'installation susceptible de générer des risques d'accidents majeurs;

5° exploitant : toute personne physique ou morale qui exploite ou pour le compte de laquelle est exploité l'établissement ou l'installation susceptibles de générer des risques d'accident majeur;

6° accident majeur : un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur, entraînant pour la santé humaine, à l'intérieur ou à l'extérieur de cet établissement, et/ou pour l'environnement, un danger grave, immédiat ou différé et faisant intervenir une ou plusieurs substances dangereuses;

7° substances dangereuses : les substances, mélanges ou préparations énumérées à l'annexe 1, partie 1, ou répondant aux critères fixés à l'annexe I, partie 2;

8° danger : la propriété intrinsèque d'une substance dangereuse ou d'une situation physique de pouvoir provoquer des dommages pour la santé humaine et/ou l'environnement;

9° risque : la probabilité qu'un effet spécifique se produise dans une période donnée ou dans des circonstances déterminées;

10° stockage : la présence d'une certaine quantité de substances dangereuses à des fins d'entreposage, de mise en dépôt sous bonne garde ou d'emmagasinage;

11° quasi-accident : événement incontrôlable susceptible de conduire aléatoirement à un accident majeur;

12° présence de substances dangereuses : la présence réelle ou prévue de substances dangereuses dans l'établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur ainsi que la présence de substances dangereuses qui sont réputées pouvoir être générées accidentellement en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux parties 1 et 2 de l'annexe I;

13° DPA : la Division de la Prévention et des Autorisations de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

14° DPE : la Division de la Police de l'Environnement de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 27bis/2. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux établissements susceptibles de générer des risques d'accident majeur où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2.

§ 2. Sont exclus de l'application du présent chapitre :

1° les établissements, installations ou aires de stockage militaires;

2° les dangers liés aux rayonnements ionisants;

3° le transport de substances dangereuses et le stockage temporaire intermédiaire par route, rail, voies navigables intérieures et maritimes ou par air, y compris les activités de chargement et de déchargement et le transport vers ou à partir d'un autre mode de transport aux quais de chargement, aux quais ou aux gares ferroviaires de triage, à l'extérieur des établissements susceptibles de générer des risques d'accident majeur;

4° le transport de substances dangereuses par pipelines, y compris les stations de pompage, à l'extérieur des établissements susceptibles de générer des risques d'accident majeur;

5° les industries extractives dont l'activité est l'exploration et l'exploitation des matières minérales dans les mines et les carrières, ainsi que par forages;

6° les décharges de déchets.

Section II. — Documents à joindre à la demande d'autorisation

Art 27bis/3. § 1^{er}. Sans préjudice des indications et documents requis par d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, la demande de permis relative à un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur comporte la notification visée à l'article 8 de l'accord de coopération, qui contient les informations suivantes :

— le nom ou la raison sociale du demandeur de permis et de l'exploitant s'il ne s'agit pas de la même personne, ainsi que l'adresse complète de l'établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur concerné;

— le siège social du demandeur de permis et de l'exploitant s'il ne s'agit pas de la même personne, avec l'adresse complète;

— le nom ou la fonction du responsable de l'établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur s'il s'agit d'une personne autre que le demandeur de permis ou l'exploitant;

— les informations permettant d'identifier les substances dangereuses ou la catégorie de substances en cause;

— la quantité et la forme physique de la ou des substances dangereuses en cause;

— l'activité exercée ou prévue dans l'installation susceptible de générer des risques d'accident majeur ou sur l'aire de stockage;

— l'adresse et les coordonnées du service d'incendie territorialement compétent pour l'établissement ainsi que le nom et le grade du chef de corps;

— les éléments de l'environnement immédiat de l'établissement visé à l'article 27bis/1, § 1^{er}, 3. susceptibles de causer un accident majeur ou d'en aggraver les circonstances.

Dans les deux jours ouvrables de la réception de la demande de permis, l'autorité compétente pour statuer sur celle-ci adresse à la DPA une copie de la notification visée à l'alinéa précédent.

§ 2. La demande de permis qui porte sur la transformation ou l'extension d'un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur autorisé sur la base d'une demande comportant la notification visée à l'alinéa précédent comporte pareille notification ou, à tout le moins, un document qui modifie et actualise la notification initiale, si :

1° la transformation ou l'extension peut avoir des implications importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs, ou

2° la transformation ou l'extension entraîne une augmentation significative de la quantité ou une modification significative de la nature ou de la forme physique de la ou des substances dangereuses présentes, ou

3° la transformation ou l'extension entraîne une modification des procédés qui mettent en œuvre la ou les substances dangereuses.

Les critères permettant de déterminer les notions d'implication importante et d'augmentation et de modification significatives visées à l'alinéa précédent sont définis à l'annexe IV.

Art. 27bis/4. § 1^{er}. Sans préjudice des indications et documents requis par d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, et sans préjudice de l'article 27bis/3, la demande de permis qui porte sur un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2, colonne 2, et inférieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2, colonne 3, comporte une notice d'identification des dangers dont la structure et le contenu minimal sont définis à l'annexe II.

§ 2. Sans préjudice des indications et documents requis par d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, et sans préjudice de l'article 27bis/3, la demande de permis qui porte sur un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2, colonne 3, comporte une étude de sûreté qui doit :

— démontrer que les dangers d'accidents majeurs ont été identifiés et que les mesures nécessaires pour les prévenir et pour limiter les conséquences de tels accidents pour l'homme et l'environnement ont été pris;

— démontrer que la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien de toute installation susceptible de générer des risques d'accident majeur, aire de stockage, équipement et infrastructure liés à son fonctionnement, ayant un rapport avec les dangers d'accidents majeurs au sein de l'établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur, présentent une sécurité et une fiabilité suffisantes;

— assurer aux autorités et services compétents une information suffisante pour leur permettre de faire des propositions à l'autorité compétente en la matière sur l'implantation de nouvelles activités ou d'aménagement autour de l'établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur.

La structure et le contenu minimal de l'étude de sûreté visée à l'alinéa précédent sont définis à l'annexe III.

§ 3. Dans les cas prévus à l'article 27bis/3, § 2, la demande de permis qui porte sur la transformation ou l'extension d'un établissement susceptible de générer des risques d'accident majeur autorisé sur la base d'une demande comportant la notice d'identification des dangers visée au § 1^{er} ou l'étude de sûreté visée au § 2, comporte pareille notice ou étude, ou, à tout le moins, un document qui modifie et actualise la notice ou l'étude initiale.

§ 4. La notice d'identification des dangers visés au paragraphe 1^{er} et l'étude de sûreté visée au paragraphe 2, tiennent compte des nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité ainsi qu'à l'évolution des risques et comportent toutes les éventuelles mises à jour antérieures.

Section III. — Dispositions particulières relatives à la délivrance du permis

Art. 27bis/5. Sans préjudice de la consultation d'autres instances en vertu d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, la DPA est consultée par l'autorité compétente préalablement à toute décision sur une demande de permis portant sur l'exploitation, la transformation ou l'extension d'un établissement ou d'une installation susceptible de générer des risques d'accident majeur.

L'avis de la DPA mentionne notamment si, pour l'établissement susceptible de générer un risque d'accident majeur qui fait l'objet de la demande de permis, la probabilité et la possibilité ou les conséquences d'un accident majeur peuvent être accrues, en raison de la localisation et de la proximité d'autres établissements susceptibles de générer un risque d'accident majeur et de leurs inventaires d'autres substances dangereuses.

Art. 27bis/6. § 1^{er}. Sans préjudice des documents prévus par d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, la notice d'identification des dangers visée à l'article 27bis/4, § 1^{er}, ou l'étude de sûreté visée à l'article 27bis/4, § 2, est soumise à l'enquête publique sur la demande de permis relative à un établissement ou à une installation susceptible de générer des risques d'accident majeur.

Préalablement à l'introduction de la demande de permis, le demandeur de permis peut, par un document motivé, solliciter par un courrier adressé par recommandé à la DPA, que soient tenues confidentielles, et ne soient pas soumises à l'enquête, certaines parties de la notice d'identification des dangers visée à l'article 27bis/4, § 1^{er}, ou de l'étude de sûreté visée à l'article 27bis/4, § 2, pour des motifs de confidentialité de données industrielles, commerciales ou personnelles, ou pour des motifs de sûreté ou de défense de l'Etat ou de prévention de sabotage.

Lorsqu'il sollicite cette confidentialité, le demandeur de permis joint à sa demande de confidentialité un projet, selon le cas de notice d'identification des dangers ou d'étude de sûreté en deux volets dont le second contient les éléments, informations ou indications qu'il souhaite voir tenues confidentielles. La DPA statue immédiatement sur la demande de confidentialité.

§ 2. Par dérogation à toute autre disposition réglementaire contraire, la demande de permis est toujours soumise à enquête publique lorsque l'extension ou la transformation demandée aura pour effet que des substances dangereuses seront présentes pour la première fois dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2, selon le cas, colonnes 2 ou 3.

Art. 27bis/7. L'autorité compétente en première instance ou sur recours, qui statue sur une demande de permis portant sur l'exploitation, la transformation ou l'extension d'un établissement ou d'une installation susceptibles de générer des risques d'accident majeur motive sa décision notamment au regard des indications qui figurent dans la notice d'identification des dangers ou l'étude de sûreté visées à l'article 27bis/4, ainsi qu'au regard des avis émis par toutes les instances consultées et des informations complémentaires éventuellement demandées à l'exploitant.

Section IV. — Surveillance et mesures administratives

Art. 27bis/8. § 1^{er}. Sans préjudice de toute autre sanction ou mesure prévues par d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires, quand les mesures prises par l'exploitant pour prévenir les accidents majeurs et en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement, sont nettement insuffisantes, l'autorité compétente pour délivrer le permis, suspend ou, le cas échéant, retire celui-ci.

Le cas échéant, la suspension ou le retrait visé à l'alinéa précédent peuvent revêtir un caractère partiel et ne porter que sur une partie de l'établissement ou de l'installation susceptibles de générer des risques d'accident majeur.

Avant de prendre une décision sur la base des alinéas précédents, l'autorité compétente donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables, ses observations, oralement ou par écrit.

§ 2. Un recours est ouvert à l'exploitant contre les décisions portant suspension ou retrait du permis prises en vertu du § 1^{er}. Par dérogation à toute autre disposition réglementaire contraire, ce recours n'est pas suspensif et est exercé devant l'autorité compétente pour connaître des recours dirigés contre le refus de permis, et selon les mêmes modalités.

Art. 27bis/9. § 1^{er}. Sans préjudice de toute autre sanction ou mesure prévues par d'autres dispositions légales décrétales ou réglementaires, et qu'un permis ait ou non été délivré, quand les mesures prises par l'exploitant pour prévenir les accidents majeurs et en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement sont nettement insuffisantes, la ou les autorités, services ou fonctionnaires compétents en matière de surveillance des établissements dangereux, insalubres et incommodes, ordonnent la cessation de l'exploitation de l'établissement ou de l'installation susceptibles de générer des risques d'accident majeur ou de l'aire de stockage, ou d'une quelconque partie de ceux-ci.

§ 2. Un recours auprès du Gouvernement est ouvert à l'exploitant contre toute décision prise en vertu du § 1^{er}. Par dérogation à toute autre disposition réglementaire contraire, ce recours n'est pas suspensif.

Section V. — Disposition transitoire

Art. 27bis/10. Les demandes de permis portant sur l'exploitation, la transformation ou l'extension d'un établissement ou d'une installation susceptibles de générer des risques d'accidents majeurs, ainsi que les recours administratifs organisés y relatifs, introduits avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, sont traités selon les dispositions en vigueur au jour de l'introduction de la demande. »

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe I

SUBSTANCES DANGEREUSES

(Annexe identique à l'Annexe I de l'accord de coopération du 21 juin 1999
concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses)

INTRODUCTION

1. La présente annexe concerne la présence de substances dangereuses dans un établissement au sens de l'article 3 de l'accord de coopération du 21 juin 1999 et détermine l'application de ses articles.

2. Les mélanges et préparations sont assimilés à des substances pures pour autant qu'ils soient conformes aux limites de concentration fixées en fonction de leurs propriétés dans la directive européenne en la matière indiquées dans la partie 2 note 1 ou leurs dernières adaptations au progrès technique, à moins qu'une composition en pourcentages ou une autre description ne soit spécifiquement donnée.

3. Les quantités seuils indiquées ci-dessous s'entendent par établissement.

4. Les quantités qui doivent être prises en considération pour l'application des articles sont les quantités maximales qui sont présentes ou sont susceptibles d'être présentes à n'importe quel moment. Les substances dangereuses qui ne se trouvent dans un établissement qu'en quantités égales ou inférieures à 2% de la quantité seuil indiquée ne sont pas prises en compte dans le calcul de la quantité totale présente si leur emplacement à l'intérieur d'un établissement est tel qu'il ne peut déclencher un accident majeur ailleurs sur le site.

5. Les règles données dans la partie 2 note 4 qui régissent l'addition de substances dangereuses ou de catégories de substances dangereuses sont, le cas échéant, applicables.

PARTIE 1

Substances désignées

Lorsqu'une substance ou un groupe de substances figurant dans la partie 1 relève(nt) également d'une catégorie de la partie 2, les quantités seuils à prendre en considération sont celles indiquées dans la partie 1.

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
Nitrate d'ammonium	350	2 500
Nitrate d'ammonium - engrais chimique	1 250	5 000
Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et/ou ses sels	1	2
Trioxycide d'arsenic, acide (III) arsénieux ou ses sels		0,1
Brome	20	100
Chlore	10	25
Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel)		1
Ethylèneimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldéhyde (concentration 90%)	5	50
Hydrogène	5	50
Acide chlorhydrique (gaz liquéfié)	25	250
Plomb-alcoyles	5	50
Gaz liquéfiés extrêmement inflammables (y compris GPL) et gaz naturel	50	200
Acétylène	5	50
Oxyde d'éthylène	5	50
Oxyde de propylène	5	50
Méthanol	500	5 000
4,4-méthylène-bis (2-chloraniline) et/ou ses sels, sous forme pulvérulente		0,01
Isocyanate de méthyle		0,15
Oxygène	200	2 000
Diisocyanate de toluène	10	100
Dichlorure de carbonyle (phosgène)	0,3	0,75
Trihydrure d'arsenic (arsine)	0,2	1
Trihydrure de phosphore (phosphine)	0,2	1
Dichlorure de soufre	1	1
Trioxycide de soufre	15	75
Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD), calculées en équivalent TCDD		0,001

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
Les carcinogènes suivants : 4-aminodiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, 2-naphtylamine et/ou ses sels, 1,3-propanesultone et 4-nitrodiphényle.	0,001	0,001
Essence automobile et autres carburants et combustibles	5 000	50 000

NOTES

1. Nitrate d'ammonium (350/2 500)

Cela s'applique au nitrate d'ammonium et aux mélanges de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28% en poids (autres que ceux visés à la note 2), et aux solutions aqueuses de nitrate d'ammonium dans lesquelles la concentration de nitrate d'ammonium est supérieure à 90% en poids

2. Nitrate d'ammonium (1 250/5 000)

Cela s'applique aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium, conformes à la Directive 80/876/CEE, et aux engrais composés dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28% en poids (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou du carbonate de potassium).

3. Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines

Les quantités des polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines se calculent à l'aide des facteurs de pondération suivants :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2,3,7,8-TCDD	1	2,3,7,8-TCDF	0,1
1,2,3,7,8-PeDD	0,5	2,3,4,7,8-PeCDF	0,5
		1,2,3,7,8-PeCDF	0,05
1,2,3,4,7,8-HxCDD	0,1	1,2,3,4,7,8-HxCDF	0,1
1,2,3,6,7,8-HxCDD		1,2,3,7,8,9-HxCDF	
1,2,3,7,8,9-HxCDD		1,2,3,6,7,8-HxCDF	
		2,3,4,6,7,8-HxCDF	
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD	0,01	1,2,3,4,6,7,8-HpCDF	0,01
		1,2,3,4,7,8,9-HpCDF	
OCDD	0,001	OCDF	0,001

(T = tetra, P = penta, Hx = hexa, Hp = hepta, 0 = octa)

PARTIE 2

Catégories de substances et de préparations non spécifiquement désignées dans la partie 1

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Catégories de substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
1. TRES TOXIQUES	5	20
2. TOXIQUES	50	200
3. COMBURANTES	50	200
4. EXPLOSIVES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 2 a))	50	200
5. EXPLOSIVES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 2 b))	10	50
6. INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 a))	5 000	50 000
7a. FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 b) 1)	50	200
7b. LIQUIDES FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 b) 2)	5 000	50 000
8. EXTREMEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 c))	10	50

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Catégories de substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
9. SUBSTANCES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT en combinaison avec les phrases de risque suivantes :		
i) R50 : « Très toxique pour les organismes aquatiques »	200	500
ii) R51 : « Toxiques pour les organismes aquatiques » et R53 : « Peut provoquer des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique »	500	2 000
10. TOUTE CLASSIFICATION non couverte par celles données ci-dessus en combinaison avec les phrases de risque suivantes :		
i) R14 : « Réagit violemment au contact de l'eau » (y compris R 14/15)	100	500
ii) R29 : « au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques »	50	200

NOTES

1. Les substances et préparations sont classées conformément aux directives suivantes (telles qu'elles ont été modifiées) et à leur adaptation actuelle au progrès technique :

— Directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

— Directive 88/379/CEE du Conseil du 7 juin 1988 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

— Directive 78/631/CEE du Conseil du 26 juin 1978 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses (pesticides).

Dans le cas de substances et préparations qui ne sont pas classées comme dangereuses, conformément à l'une des directives citées ci-dessus, mais qui néanmoins, se trouvent ou sont susceptibles de se trouver dans un établissement et qui possèdent ou sont susceptibles de posséder, dans les conditions régnant dans l'établissement, des propriétés équivalentes en termes de potentiel d'accidents majeurs, les procédures de classement provisoire sont suivies conformément à l'article régissant la matière dans la directive appropriée.

Dans le cas de substances et préparations présentant des propriétés qui donnent lieu à plusieurs classifications, on applique, aux fins de l'accord de coopération, les seuils les plus bas.

2. Par explosif, on entend :

a) i) une substance ou une préparation qui crée des risques d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition (phrase de risque R2);

ii) une substance pyrotechnique qui est une substance (ou un mélange de substances) destinée(s) à produire un effet calorifique, lumineux, sonore, gazeux ou fumigène ou une combinaison de tels effets, grâce à des réactions chimiques exothermiques autoentretenues non détonantes; ou

iii) une substance ou préparation explosible ou pyrotechnique contenue dans des objets;

b) une substance ou une préparation qui crée des risques importants d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition (phrase de risque R3).

3. Par substances INFLAMMABLES, FACILEMENT INFLAMMABLES et EXTREMEMENT INFLAMMABLES (catégories 6,7 et 8), on entend :

a) des liquides inflammables :

des substances et des préparations dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21°C et inférieur ou égal à 55°C (phrase de risque R10) et qui entretiennent la combustion;

b) des liquides facilement inflammables :

1) — des substances et des préparations susceptibles de s'échauffer et, finalement, de s'enflammer au contact de l'air à la température ambiante sans apport d'énergie (phrase de risque R 17);

— des substances dont le point d'éclair est inférieur à 55°C et qui restent liquides sous pression, lorsque des conditions de service particulières, par exemple une forte pression ou une température élevée, peuvent créer des risques d'accidents majeurs;

2) des substances et des préparations ayant un point d'éclair inférieur à 21°C et qui ne sont pas extrêmement inflammables (phrase de risque R 11. deuxième tiret):

c) des gaz et liquides extrêmement inflammables :

1) des substances et des préparations liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0°C et dont le point d'ébullition (ou, dans le cas d'un domaine d'ébullition, le point d'ébullition initial) est, à la pression normale, inférieur ou égal à 35°C (phrase de risque R12, premier tiret), et

2) des substances et des préparations gazeuses qui sont inflammables au contact de l'air à la température et à la pression ambiantes (phrase de risque R12, deuxième tiret), qu'elles soient ou non conservées à l'état gazeux ou liquide sous pression, à l'exclusion des gaz extrêmement inflammables liquéfiés (y compris GPL) et du gaz naturel visés à la partie 1, et

3) substances et préparations liquides inflammables maintenues à une température supérieure à leur point d'ébullition (et dont le point d'éclair est inférieur à 55°C).

4) Le calcul conduisant au classement de l'établissement pour l'application des articles du présent accord s'opère comme suit :

— si q_x est la quantité de la substance ou préparation dangereuse x (spécifiquement désignée ou non) présente dans l'établissement;

— si Q'_x est la quantité seuil figurant dans la colonne 2 et Q''_x la quantité seuil figurant dans la colonne 3 des parties 1 en 2 de la présente annexe, pour la substance x considérée;

— L'établissement sera visé par l'article 3, § 1^{er}, 3^e alinéa si la somme des fractions

$$q_1/Q'_1 + q_2/Q'_2 + q_3/Q'_3 + \dots > 1$$

— Il sera visé par l'article 3, § 1^{er}, 2^e alinéa si la somme des fractions

$$q_1/Q''_1 + q_2/Q''_2 + q_3/Q''_3 + \dots > 1$$

Ces règles d'addition s'appliquent, distinctement, aux cas suivants :

— aux substances et préparations figurant dans la partie 2 et appartenant aux catégories 1, 2 et 9 ainsi qu'aux substances de la partie 1 qui présentent les mêmes caractères dangereux;

— aux substances et préparations figurant dans la partie 2 et appartenant aux catégories 3, 4, 5, 6, 7a, 7b et 8 ainsi qu'aux substances de la partie 1 qui présentent les mêmes caractères dangereux.

Lorsque des substances ou préparations non désignées présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories additionnables, le diviseur à prendre en considération est le seuil le plus petit applicable à la substance.

Lorsque des substances ou préparations présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories non additionnables, des additions séparées seront effectuées, chacune d'entre elles correspondant à une des catégories.

Lorsqu'une substance désignée est additionnée à des substances non désignées, le diviseur relatif à la quantité de substance désignée est la quantité seuil figurant à la partie 1.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2001 portant exécution de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et III du règlement général pour la protection du travail.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe II

Contenu de la notice d'identification des dangers

Présentation de l'environnement de l'établissement :

Facteurs susceptibles d'être la cause d'accidents.

Facteurs susceptibles d'aggraver les conséquences d'un accident.

Description des installations :

Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité.

Description et localisation précise des installations quelconques au sein de l'établissement (stockages, production et toute autre activité) qui peuvent présenter un danger d'accident majeur.

Description des conditions dans lesquelles un accident majeur pourrait se produire et des facteurs susceptibles de provoquer directement ou indirectement le déclenchement d'un accident majeur.

Description des mesures préventives telles que le contrôle des paramètres techniques et les équipements installés pour la sécurité des installations.

Description des équipements mis en place pour limiter les conséquences des émissions de produits dangereux ou des accidents majeurs

Description des procédés :

Les procédés visés sont ceux qui mettent en œuvre une ou plusieurs substances, préparations ou mélanges dangereux au sens de l'accord de coopération.

La description comprend :

un diagramme des opérations effectuées renseignant les flux de matière, les réactions et, lorsqu'ils sont importants, les flux énergétiques, accompagné d'un texte explicatif décrivant les fonctions des divers appareils dont par ailleurs l'implantation sera définie de façon précise sur plan;

un schéma fonctionnel des tuyauteries, des appareils et de l'instrumentation nécessaires au contrôle des opérations;

une notice sur les mécanismes de réaction et de contrôle convenablement référencée pour permettre une localisation facile des appareils et instruments sur le schéma fonctionnel;

une notice sur les risques inhérents à un développement incontrôlé des réactions et sur les moyens de prévention des défaillances et de modération des conséquences.

Description des substances, préparations et mélanges dangereux

Identification des substances constitutives par la désignation chimique, les numéros CAS et CEE et la désignation dans la nomenclature UICPA.

Quantité maximale présente ou susceptible d'être présente sur le site.

Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indications des dangers aussi bien immédiats que différés pour l'homme ou l'environnement.

Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou lors des situations accidentelles prévisibles.

Identification des appareils potentiellement dangereux

Localisation des appareils dont la capacité ou le débit de transfert excèdent les limites définies à l'annexe IV.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2001 portant exécution de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et III du règlement général pour la protection du travail.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe III

Structure et contenu des études de sûreté

1. Structure de l'étude

L'étude de sûreté est constituée de 3 grandes parties :

■ Une partie descriptive qui constitue l'inventaire des dangers et dont il est possible de dégager une liste d'événements redoutés.

■ Une partie analytique qui doit permettre d'évaluer, pour chaque événement redouté :

- la probabilité de réalisation;
- la probabilité d'évolution catastrophique;
- la portée des effets dangereux.

■ Un résumé motivant l'acceptabilité du risque associé à chaque événement redouté.

2. Contenu de la partie descriptive

Présentation de l'environnement de l'établissement :

■ Description du site et de son environnement comprenant la situation géographique, les données météorologiques, géologiques, hydrographiques et, le cas échéant, son historique.

■ Description des zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

Description des installations :

■ Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité.

■ Description et localisation précise des installations quelconques au sein de l'établissement (stockages, production et toute autre activité) qui peuvent présenter un danger d'accident majeur.

■ Description des conditions dans lesquelles un accident majeur pourrait se produire et des facteurs susceptibles de provoquer directement ou indirectement le déclenchement d'un accident majeur.

- Description des mesures préventives telles que le contrôle des paramètres techniques et les équipements installés pour la sécurité des installations.

- Description des équipements mis en place pour limiter les conséquences des émissions de produits dangereux ou des accidents majeurs.

Description des procédés :

Les procédés visés sont ceux qui mettent en œuvre une ou plusieurs substances, préparations ou mélanges dangereux au sens de l'accord de coopération.

La description comprend :

- un diagramme des opérations effectuées renseignant les flux de matière, les réactions et, lorsqu'ils sont importants, les flux énergétiques, accompagné d'un texte explicatif décrivant les fonctions des divers appareils dont par ailleurs l'implantation sera définie de façon précise sur plan;

- un schéma fonctionnel des tuyauteries, des appareils et de l'instrumentation nécessaires au contrôle des opérations;

- une notice sur les mécanismes de réaction et de contrôle convenablement référencée pour permettre une localisation facile des appareils et instruments sur le schéma fonctionnel;

- une notice sur les risques inhérents à un développement incontrôlé des réactions et sur les moyens de prévention des défaillances et de modération des conséquences.

Description des substances, préparations et mélanges dangereux

- Identification des substances constitutives par la désignation chimique, les numéros CAS et CEE et la désignation dans la nomenclature UICPA.

- Quantité maximale présente ou susceptible d'être présente sur le site.

- Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indications des dangers aussi bien immédiats que différés pour l'homme ou l'environnement.

- Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou lors des situations accidentelles prévisibles.

Identification des événements redoutés :

Description des événements incontrôlables et d'une amplitude suffisante pour constituer un danger grave.

Référence aux accidents historiques :

Description des accidents et quasi-accidents, survenus sur le site ou ailleurs, avec des produits identiques ou possédant des propriétés comparables.

3. Contenu de la partie analytique

Estimation des probabilités de réalisation de l'événement redouté :

- Analyse détaillée des conditions dans lesquelles un événement redouté peut se réaliser, que les causes soient d'origine interne ou d'origine externe.

- Estimation de la probabilité de réalisation sur base des probabilités d'apparition des événements initiateurs et de la fiabilité des moyens de prévention.

Estimation des probabilités d'évolution catastrophique :

- Analyse des conditions dans lesquelles un événement incontrôlable peut conduire à un accident majeur.

- Estimation des probabilités d'évolution catastrophique sur base des statistiques météorologiques et de la fiabilité des moyens d'alerte et d'intervention.

Estimation des effets dangereux et de leur portée.

Les effets à prendre en compte sont :

- les surpressions engendrées par les explosions;

- le rayonnement thermique des feux de flaques, des torches ou des boules de feu;

- les concentrations dans l'air de produits dangereux pour la santé;

- tout autre effet dommageable pour l'environnement.

4. Synthèse

Un document de synthèse est rédigé et structuré comme suit :

Substances dangereuses faisant l'objet de l'étude :

- Dénomination, caractères dangereux et aptitude à se répandre dans l'environnement.

Événements redoutés examinés dans l'étude

- Equipements concernés.

- Événements redoutés.

- Probabilités de réalisation des événements incontrôlables et de leur évolution catastrophique.

- Nature et portée des effets dangereux.

Informations utiles au plan d'urgence :

Pour chaque événement redouté pouvant mettre en danger le voisinage de l'établissement, il convient de rappeler :

- les principales propriétés des substances dangereuses;

■ les phénomènes physiques accompagnant l'émission de substances dangereuses et les risques éventuels d'évolution catastrophique;

■ les moyens de lutte recommandés et les risques éventuellement associés;

■ les risques pour la population et pour les équipes d'intervention sur le sinistre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2001 portant exécution de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et III du règlement général pour la protection du travail.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe IV

Critères permettant de déterminer les notions d'implication importante et d'augmentation ou de modification significatives visées à l'article 27bis/3.

1. Notion d'équipement présumé dangereux.

Pour l'application du présent arrêté sont présumés dangereux les équipements contenant des produits dangereux en quantité supérieure à une masse de référence dépendant des propriétés dangereuses du produit, de son état physique et éventuellement de sa situation par rapport à un autre équipement dangereux.

Sont également considérés comme équipements dangereux les systèmes ouverts tels que des appareils ou des tuyauteries dont la capacité est inférieure à la masse de référence à considérer mais qui sont capables de libérer une quantité égale ou supérieure en 10 minutes.

Les règles à appliquer pour calculer la masse de référence sont les suivantes :

a) sélectionner une masse de référence M_a (en kg) en fonction du caractère de danger.

Propriétés du produit	Solide	Liquide	Gazeux
1 Très toxique	10.000	1000	100
2 Toxique	100.000	10.000	1000
3 Comburantes	10.000	10.000	10.000
4 Explosives (définition 2a)	10.000	10.000	---
5 Explosives (définition 2b)	1000	1000	---
6 Inflammables	---	10.000	---
7 Facilement inflammables	---	10.000	---
8 Extrêmement inflammables	---	10.000	1000
9 Dangereuses pour l'environnement	100.000	10.000	1000
10 Autres dangers (R14, R15 ou R29)	10.000	10.000	---

b) dans le cas de produits liquides, pondérer les masses en fonction du risque de vaporisation ou d'inflammation

Les masses de références M_a renseignées dans le tableau ci-dessus sont à diviser par un coefficient S qui est la somme d'un coefficient S_1 et d'un coefficient S_2 et dont les limites sont ramenées à

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = M_a / S$$

Le coefficient S est la somme d'un coefficient S_1 et d'un coefficient S_2 .

Le coefficient S_1 tient compte de l'écart entre la température de service T_p et la température d'ébullition à pression atmosphérique T_{eb} selon la loi :

$$S_1 = 10^{(T_p - T_{eb}) / 100}$$

Le domaine de variation de S_1 dépend du lien entre une éventuelle aggravation ou diminution du risque et l'écart entre la température de service et la température d'ébullition.

Ce lien dépend directement des caractères de danger des produits concernés.

Lorsqu'un produit présente plusieurs caractères dangereux, c'est la plus petite valeur de M_b qui doit être retenue.

Propriétés du produit	Limites de S_1
1 Très toxique	$1 \leq S_1 \leq 10$
2 Toxique	$1 \leq S_1 \leq 10$
3 Comburantes	$S_1 = 1$
4 Explosives (définition 2a)	$S_1 = 1$
5 Explosives (définition 2b)	$S_1 = 1$
6 Inflammables	$0,1 \leq S_1 \leq 10$
7 Facilement inflammables	$0,1 \leq S_1 \leq 10$

Propriétés du produit	Limites de S1
8 Extrêmement inflammables	$0,1 \leq S1 \leq 10$
9 Dangereuses pour l'environnement	$1 \leq S1 \leq 10$
10 Autres dangers (R14, R15 ou R29)	$S1 = 1$

Le coefficient S2 s'applique exclusivement aux procédés à température négative et est donné par la formule :

$$S2 = T_{eb}/(-50)$$

Les températures sont exprimées en degrés Celsius.

Remarques :

- Dans le cas de mélanges, la température à prendre en compte est la température de début d'ébullition.
- Dans le cas d'un produit instable susceptible de se dissocier avant d'atteindre l'ébullition, la température à prendre en compte est la température de dissociation.
- Dans le cas d'un produit susceptible de polymériser sans dissociation avant d'atteindre l'ébullition, le coefficient S1 est toujours égal à 1.
- La pondération par les coefficients S1 et S2 ne s'applique pas aux produits des catégories 3, 4, 5 et 10.

c) pondérer en cas de risque d'effet domino.

Les équipements contenant des matières explosives ou inflammables doivent également être considérées comme équipements dangereux s'ils sont situés à moins de 50 m d'équipements identifiés comme dangereux conformément aux règles a) et b) et si ils contiennent ou peuvent libérer en moins de 10 minutes une masse de produit dangereux supérieure à une masse M_c calculée comme suit :

$$M_c = S_3 M_b \text{ avec } 0,1 \leq S_3 \leq 1 \text{ et } S_3 = (0,02 D)^3$$

D étant la plus courte distance exprimée en m entre les deux équipements.

2. Transformations ou extensions d'un établissement pouvant avoir des implications importantes sur les dangers d'accident majeur.

Sont considérées comme des transformations ou des extensions pouvant avoir des implications importantes :

■ La construction en n'importe quel point de l'établissement, d'un nouvel équipement présumé dangereux selon les critères de la présente annexe.

■ Le déménagement à l'intérieur de l'établissement d'un équipement présumé dangereux;

■ L'implantation d'un poste de déchargement ou de chargement de produit dangereux, d'une installation de combustion ou d'une charge combustible de plus de 100 tonnes à moins de 50m d'un équipement présumé dangereux déjà autorisé.

■ Toute transformation des systèmes de rétention, de collecte ou de destruction des effluents liquides ou gazeux ayant une incidence sur les performances techniques de ces systèmes;

■ Toute modification des systèmes de détection de fuites ou de lutte contre l'incendie;

■ Toute construction de plus de 2 m de haut et comportant au moins une paroi pleine implantée à moins de 50 m d'un équipement dangereux contenant des gaz liquéfiés sous pression ou des liquides surchauffés.

3. Augmentation significative de la quantité de substance dangereuse présente.

Sont considérées comme significatives :

■ une augmentation de capacité ou de débit de transfert de plus de 50 % par rapport aux caractéristiques d'un équipement dangereux déjà autorisé;

■ toute augmentation de capacité ou de débit qui ferait passer la capacité d'un équipement au delà de la masse de référence pour le classer dangereux;

■ toute augmentation de capacité qui aurait une incidence sur la rubrique de classement de l'établissement.

4. Modification significative de la nature ou de la forme physique des substances dangereuses présentes.

Sont considérées comme significatives les modifications des états physiques qui ont pour effet d'augmenter de 50% ou plus les coefficients de pondération servant au calcul des masses de référence pour le classement d'un appareil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai portant exécution de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et III du règlement général pour la protection du travail.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1481

[C — 2001/27305]

3. MAI 2001 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

Aufgrund des am 17. März 1992 in Helsinki unterzeichneten Übereinkommens über die grenzüberschreitenden Wirkungen von Industrieunfällen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993, insbesondere des Artikels 6, § 1, I und II, und des Artikels 92bis, § 3, D);

Aufgrund des durch das Dekret vom 16. Dezember 1999 genehmigten Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Mai 1956 über die Sprengstoffe und explosiven Gemische oder explosionsartig entzündbaren Stoffe und die damit beladenen Vorrichtungen;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, insbesondere seiner Artikel 27bis/1 bis 12;

Aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere begründet durch die wegen der Nichtumsetzung der Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen von der Europäischen Kommission erteilten Mahnung und begründet durch die Notwendigkeit, die Allgemeine Arbeitsschutzordnung an das unmittelbare Inkrafttreten des am 21. Juni 1999 abgeschlossenen und durch das Dekret vom 16. Dezember 1999 genehmigten Zusammenarbeitsabkommens anzupassen;

Aufgrund des Artikels 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Ausführung gewisser Bestimmungen des durch das Dekret vom 16. Dezember 1999 genehmigten Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen*

Artikel 1 - § 1. Die Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, abgekürzt "AVG", wird als Koordinierungsdienststelle im Sinne des Artikels 4, 12°, und des Artikels 5, § 1, 2°, des durch das Dekret vom 16. Dezember 1999 genehmigten Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen, und als Bewertungsdienststelle im Sinne des Artikels 4, 13°, und des Artikels 5, § 2, 2°, desselben Zusammenarbeitsabkommens bezeichnet.

Die Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, abgekürzt "AUP", wird als Inspektionsdienststelle im Sinne des Artikels 4, 14°, und des Artikels 5, § 3, 2°, desselben Zusammenarbeitsabkommens bezeichnet.

§ 2. Der Minister der Umwelt bezeichnet die Beamten, die innerhalb der beiden in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Dienststellen insbesondere mit den in den Artikeln 4, 12°, 13°, 14°, und 5, § 1, 2°, § 2, 2°, § 3, 2°, des im vorhergehenden Paragraphen erwähnten Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Koordinierungs-, Bewertungs- und Inspektionsaufgaben beauftragt sind, sowie deren eventuelle Stellvertreter.

Diese Bezeichnungen und alle diesbezüglichen Änderungen werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Im Hinblick auf die Ausführung der in den Artikeln 4, 14°, und 5, § 3, 2°, des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Inspektionsaufgaben legen die zu diesem Zweck bezeichneten Beamten gemäß dem Absatz 1 einen Eid ab.

Art. 2 - Gemäß dem Artikel 26bis des in dem Artikel 1 erwähnten Zusammenarbeitsabkommens übermittelt die AVG der Generaldirektion des Zivilschutzdienstes des föderalen Innenministeriums ab dem Erhalt der in Artikel 27bis/4 des Titels I der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erwähnten Sicherheitsstudie oder einer jeden Unterlage, welche diese Studie berichtigt, abändert oder ergänzt, eine Abschrift dieser Unterlagen.

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung*

Art. 3 - In Artikel 1 der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen die Wörter "Lager" und "Steinbrüche" werden folgende Wörter hinzugefügt:

« Betriebe, die in Artikel 27bis/1,3° erwähnte Gefahren schwerer Unfälle verursachen können »;

2° der Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« In der Wallonischen Region werden die Betriebe, die in Artikel 27bis/1,3° erwähnte Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, als Betriebe der Klasse I betrachtet, welche durch das Kapitel II unter Umständen vorgesehene Einstufung sie auch haben. »

Art. 4 - Die Bestimmungen des Kapitels III des Titels I derselben Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden außer Kraft gesetzt und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« **KAPITEL III** — *In der Wallonischen Region anwendbare Bestimmungen, die sich auf die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen beziehen*

Abschnitt I — Definitionen und Anwendungsbereich

Art. 27/bis1 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Zusammenarbeitsabkommen: das durch das Dekret vom 16. Dezember 1999 genehmigte Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

2° Genehmigung: jede beliebige vorhergehende Zulassung oder Genehmigung, die durch eine unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region im Bereich der Ordnung für gefährliche, gesundheitsschädliche oder lästige Betriebe fallende gesetzliche oder vorschriftsmäßige Bestimmung im Hinblick auf die Betreibung, Umwandlung oder Erweiterung solcher Betriebe auferlegt wird;

3° Betrieb, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann: das gesamte, unter der Aufsicht eines Betreibers stehende geographische Gebiet, einschließlich der gemeinsamen oder zusammenhängenden Infrastrukturen oder Tätigkeiten, in denen eine oder mehrere Anlagen eingesetzt werden, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, sowie jede andere, damit verbundene Anlage oder Tätigkeit, die Auswirkungen auf die Emissionen oder Umweltverschmutzung haben kann;

4° Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann: die technische Einheit innerhalb eines Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, in der gefährliche Stoffe hergestellt, verwendet, gehandhabt oder gelagert werden und die alle Einrichtungen, Bauwerke, Rohrleitungen, Maschinen, Werkzeuge, Privatgleisanschlüsse, Einlade- und Ausladerampen, für die Anlage bestimmten Anlegebrücken, Hafenbecken, Lager oder ähnliche, schwimmende oder nicht schwimmende Konstruktionen umfasst, die für den Betrieb der Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, erforderlich sind;

5° Betreiber: jede natürliche oder juristische Person, die den Betrieb oder die Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, betreibt oder für die dieser Betrieb oder diese Anlage betrieben wird;

6° Schwerer Unfall: ein Ereignis wie beispielsweise eine Emission, ein Brand oder eine Explosion größeren Ausmaßes, das sich aus unkontrollierten Vorgängen in einem Betrieb ergibt, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, und das unmittelbar oder später innerhalb oder außerhalb des Betriebs zu einer ernststen Gefahr für die menschliche Gesundheit und/oder die Umwelt führt und bei dem ein oder mehrere gefährliche Stoffe beteiligt sind;

7° Gefährliche Stoffe: Stoffe, Gemische oder Zubereitungen, die in der Anlage I, Teil 1, aufgeführt sind oder die mit den in der Anlage I, Teil 2, festgelegten Kriterien übereinstimmen;

8° Gefahr: das Wesen eines gefährlichen Stoffes oder einer konkreten Situation, das darin besteht, der menschlichen Gesundheit und/oder der Umwelt schaden zu können;

9° Risiko: die Wahrscheinlichkeit, dass innerhalb einer bestimmten Zeitspanne oder unter bestimmten Umständen eine bestimmte Wirkung eintritt;

10° Lagerung: das Vorhandensein einer bestimmten Menge gefährlicher Stoffe zum Zweck der Einlagerung, der Hinterlegung zur sicheren Aufbewahrung oder der Lagerhaltung;

11° Beinaheunfall: ein unkontrollierter Vorfall, der zufällig zu einem schweren Unfall führen kann;

12° Vorhandensein gefährlicher Stoffe: das tatsächliche oder vorgesehene Vorhandensein gefährlicher Stoffe in dem Betrieb, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, sowie das Vorhandensein gefährlicher Stoffe, von denen auszugehen ist, dass sie unabsichtlich in Mengen anfallen können, welche die in der Anlage I, Teil 1 und 2, angegebenen Mengenschwellen erreichen oder überschreiten;

13° AVG: Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

14° AUP: Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 27bis/2 - § 1. Das vorliegende Kapitel findet Anwendung auf die Betriebe, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, in denen gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, welche die in der Anlage 1, Teile 1 und 2, angegebenen Mengen erreichen oder überschreiten.

§ 2. Ausgeschlossen von der Anwendung des vorliegenden Kapitels werden:

1° die militärischen Einrichtungen, Anlagen oder Lager;

2° durch ionisierende Strahlung entstehende Gefahren;

3° die Beförderung gefährlicher Stoffe und deren zeitlich begrenzte Zwischenlagerung auf der Straße, der Schiene, den Binnenwasserstraßen, dem See- oder Luftweg außerhalb der Betriebe, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, einschließlich des Be- und Entladens oder des Umladens von einem Verkehrsträger auf einen anderen Verkehrsträger in Hafenbecken, Kaianlagen oder Verschiebehöfen;

4° die Beförderung gefährlicher Stoffe in Rohrleitungen, einschließlich der Pumpstationen, außerhalb der Betriebe, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können;

5° die Tätigkeiten der mineralgewinnenden Industrie im Bereich des Aufsuchens und Gewinnens von Mineralien im Bergbau, in Steinbrüchen und durch Bohrung;

6° Abfalldeponien.

Abschnitt II — Unterlagen, die dem Genehmigungsantrag beizufügen sind

Art. 27bis/3 - § 1. Unbeschadet der durch andere Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen erforderten Angaben und Unterlagen enthält der Genehmigungsantrag bezüglich eines Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, die in Artikel 8 des Zusammenarbeitsabkommens erwähnte Zustellung, die folgende Informationen beinhaltet:

— Name oder Gesellschaftsname des Antragstellers für die Genehmigung und des Betreibers, wenn es sich nicht um dieselbe Person handelt, sowie die vollständige Anschrift des betreffenden Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann;

— Gesellschaftssitz des Antragstellers für die Genehmigung und des Betreibers, wenn es sich nicht um dieselbe Person handelt, sowie die vollständige Anschrift;

— Name oder Funktion des Verantwortlichen des Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, wenn es sich um eine andere Person als den Antragsteller der Genehmigung oder den Betreiber handelt;

— Informationen zur Identifizierung der gefährlichen Stoffe oder der Kategorie gefährlicher Stoffe;

— Menge und physikalische Form des(der) betroffenen gefährlichen Stoff(s);

— die in der Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, oder in dem Lager ausgeübte oder beabsichtigte Tätigkeit;

— Anschrift und Telefonnummer des auf dem Gebiet für den Betrieb zuständigen Feuerwehrdienstes, sowie Name und Dienststrang des Korpschefs;

— Faktoren der unmittelbaren Umgebung des in Artikel 27bis/1, § 1, 3, erwähnten Betriebs, die einen schweren Unfall auslösen oder dessen Folgen verschlimmern können;

Innerhalb von zwei Werktagen ab dem Erhalt des Genehmigungsantrags richtet die zuständige Behörde zur Beschlussfassung eine Abschrift der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Zustellung an die AVG.

§ 2. Der Genehmigungsantrag zur Umwandlung oder Erweiterung eines auf der Grundlage eines die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Zustellung beinhaltenden Antrags zugelassenen Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, enthält die gleiche Zustellung oder zumindest eine Unterlage, welche die ursprüngliche Zustellung abändert oder aktualisiert, wenn:

1° die Umwandlung oder Erweiterung schwerwiegende Auswirkungen im Bereich der mit schweren Unfällen verbundenen Gefahren haben kann, oder

2° die Umwandlung oder Erweiterung eine bedeutende Erhöhung der Menge oder eine bedeutende Änderung der Art oder physikalischen Form des (oder der) vorhandenen gefährlichen Stoff(s) nach sich zieht, oder

3° die Umwandlung oder Erweiterung eine Änderung der Verfahren nach sich zieht, die den (oder die) gefährlichen Stoff(e) einsetzen.

Die Kriterien, durch welche die in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Vorstellungen einer bedeutenden Auswirkung und einer bedeutenden Erhöhung oder Veränderung bestimmt werden können, werden in der Anlage IV definiert.

Art. 27bis/4 - § 1. Unbeschadet der durch andere Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen erforderten Angaben und Unterlagen und unbeschadet des Artikels 27bis/3 enthält der Genehmigungsantrag bezüglich eines Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, welche die in der Anlage I, Teile 1 und 2, Spalte 2, angegebenen Mengen erreichen oder überschreiten und die in der Anlage I, Teile 1 und 2, Spalte 3, angegebenen Mengen unterschreiten, eine Notiz zur Identifizierung der Gefahren, deren Struktur und minimale Inhalt in der Anlage II bestimmt werden.

§ 2. Unbeschadet der durch andere Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen erforderten Angaben und Unterlagen und unbeschadet des Artikels 27bis/3 enthält der Genehmigungsantrag bezüglich eines Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, in dem gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, welche die in der Anlage I, Teile 1 und 2, Spalte 3, eine Sicherheitsstudie, die:

— den Nachweis erbringen muss, dass die Gefahren schwerer Unfälle identifiziert und die notwendigen Maßnahmen zu ihrer Verhütung und zur Begrenzung der Folgen derartiger Unfälle für Mensch und Umwelt getroffen worden sind;

— den Nachweis erbringen muss, dass die Planung, der Bau, der Betrieb und Instandhaltung jeglicher Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, jeglichen Lagers, jeglicher, mit dem Betrieb der Anlage verbundenen Ausrüstung und Infrastruktur, die sich auf die Gefahren schwerer Unfälle innerhalb des Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, beziehen, ausreichend sicher und zuverlässig sind;

— für die zuständigen Behörden und Dienststellen ausreichende Informationen gewährleisten muss, um diesen zu ermöglichen, der in der Angelegenheit zuständigen Behörde Vorschläge zur Ansiedlung neuer Tätigkeiten oder Einrichtungen in der Umgebung des Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, zu machen.

Die Struktur und der minimale Inhalt der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Sicherheitsstudie werden in der Anlage III definiert.

§ 3. In den in Artikel 27bis/3, § 2, vorgesehenen Fällen enthält der Genehmigungsantrag zur Umwandlung oder Erweiterung eines auf der Grundlage eines die in Paragraph 1 erwähnte Notiz zur Identifizierung der Gefahren oder die in Paragraph 2 erwähnte Sicherheitsstudie beinhaltenden Antrags zugelassenen Betriebs, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann, die gleiche Notiz oder Studie, oder zumindest eine Unterlage, welche die ursprüngliche Notiz oder Studie abändert oder aktualisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 erwähnte Notiz zur Identifizierung der Gefahren und die in Paragraph 2 erwähnte Sicherheitsstudie berücksichtigen die neuen technischen Kenntnisse in Sachen Sicherheit sowie Entwicklung der Risiken und enthalten alle eventuellen vorhergehenden Aktualisierungen.

Abschnitt III – Sonderbestimmungen bezüglich der Ausstellung der Genehmigung

Art. 27bis/5 – Unbeschadet der Konsultierung anderer Instanzen gemäß anderer Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen wird die AVG vor jeglichem Beschluss über einen Genehmigungsantrag bezüglich der Betreuung, Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs oder einer Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, von der zuständigen Behörde zu Rate gezogen.

Das Gutachten der AVG gibt insbesondere an, ob die Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit oder die Folgen eines schweren Unfalls aufgrund der Ortslage und Nähe anderer Betriebe, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, und ihres Verzeichnisses anderer gefährlicher Stoffe für den Betrieb, der Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann und der Gegenstand eines Genehmigungsantrags ist, zunehmen können.

Art. 27bis/6 – § 1. Unbeschadet der durch andere Gesetzes-, Dekret- oder Verordnungsbestimmungen vorgesehenen Unterlagen unterliegt die in Artikel 27bis/4, § 1, erwähnte Notiz zur Identifizierung der Gefahren oder die in Artikel 27bis/4, § 2, erwähnte Sicherheitsstudie der öffentlichen Untersuchung des Genehmigungsantrags bezüglich eines Betriebs oder einer Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen kann.

Vor der Einreichung des Genehmigungsantrags kann der Antragsteller der Genehmigung mittels einer begründeten Unterlage durch ein an die AVG gerichtetes Einschreiben beanspruchen, dass gewisse Abschnitte der in Artikel 27bis/4, § 1, erwähnten Notiz zur Identifizierung der Gefahren oder der in Artikel 27bis/4, § 2, erwähnten Sicherheitsstudie aus Gründen der Geheimhaltung industrieller, gewerblicher oder persönlicher Angaben, aus Sicherheitsgründen, aus Gründen der Staatsverteidigung oder der Verhütung von Sabotageakten geheimgehalten und nicht der Untersuchung unterworfen werden.

Wenn der Antragsteller der Genehmigung diese Geheimhaltung beansprucht, fügt er seinem Geheimhaltungsantrag ein Projekt je nach dem Fall einer Notiz zur Identifizierung der Gefahren oder einer Sicherheitsstudie in zwei Teilen hinzu, wobei der zweite Teil Elemente, Informationen oder Angaben enthält, die er geheimhalten möchte. Die AVG fasst unverzüglich einen Beschluss über den Geheimhaltungsantrag.

§ 2. In Abweichung jeglicher anderen gegensätzlichen gesetzlichen Bestimmung wird der Genehmigungsantrag stets einer öffentlichen Untersuchung unterworfen, wenn die beantragte Erweiterung oder Umwandlung bewirkt, dass gefährliche Stoffe erstmals in Mengen vorhanden sein werden, welche die in der Anlage I, Teile 1 und 2, je nach Fall Spalte 2 oder 3 erwähnten Mengen erreichen oder überschreiten.

Art. 27bis/7 – Die in erster Instanz oder auf Berufung zuständige Behörde, die über einen Genehmigungsantrag bezüglich der Betreuung, Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs oder einer Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, beschließt, begründet ihren Beschluss insbesondere im Hinblick auf die Angaben, die in

der in Artikel 27bis/4 erwähnten Notiz zur Identifizierung der Gefahren oder Sicherheitsstudie angeführt werden, sowie im Hinblick auf die von allen zu Rate gezogenen Instanzen abgegebenen Gutachten und die eventuell von dem Betreiber erbetenen zusätzlichen Informationen.

Abschnitt V — Überwachung und Verwaltungsmaßnahmen

Art. 27bis/8 - § 1. Unbeschadet einer jeden anderen durch andere Gesetzes-, Verordnungs- und Dekretbestimmungen vorgesehenen Strafe oder Maßnahme setzt die für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde diese aus oder gegebenenfalls entzieht sie, wenn die von dem Betreiber getroffenen Maßnahmen zur Verhütung schwerer Unfälle und Begrenzung der Folgen für Mensch und Umwelt eindeutig unzureichend sind.

Gegebenenfalls kann die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Aussetzung oder der Entzug einen partiellen Charakter aufweisen und sich lediglich auf einen Teil des Betriebs oder der Anlage beziehen, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können.

Bevor die zuständige Behörde einen Beschluss auf der Grundlage der vorhergehenden Absätze fasst, überlässt sie dem Betreiber die Möglichkeit, seine Bemerkungen binnen einer angemessenen Frist schriftlich oder mündlich gelten zu lassen.

§ 2. Der Betreiber kann gegen die gemäß dem § 1 gefassten Beschlüsse zur Aussetzung oder zum Entzug der Genehmigung Einspruch erheben. In Abweichung von jeglicher anderen gegensätzlichen Verordnungsbestimmung ist der Einspruch nicht aufschiebend und wird vor der für die Erkennung der Einsprüche gegen die Ablehnung der Genehmigung zuständigen Behörde erhoben.

Art. 27bis/9 - § 1. Unbeschadet einer jeden anderen durch andere Gesetzes-, Dekret- und Verordnungsbestimmungen vorgesehenen Strafe oder Maßnahme, ob nun eine Genehmigung ausgestellt wurde oder nicht, und wenn die von dem Betreiber zur Verhütung schwerer Unfälle und Begrenzung der Folgen für Mensch und Umwelt getroffenen Maßnahmen eindeutig unzureichend sind, ordnen die in Sachen Überwachung der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe zuständigen Behörde(n), Dienststellen oder Beamten die Einstellung des Betriebs oder der Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, oder des Lagers, oder irgendeinen Teils der letztgenannten an.

§ 2. Der Betreiber kann bei der Regierung Einspruch gegen jeglichen, gemäß dem § 1 gefassten Beschluss erheben. In Abweichung von jeglicher anderen gegensätzlichen Verordnungsbestimmung ist der Einspruch nicht aufschiebend.

Abschnitt V — Übergangsbestimmungen

Art. 27bis/10 - Die Genehmigungsanträge bezüglich der Betreibung, Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs oder einer Anlage, die Gefahren schwerer Unfälle verursachen können, sowie die diesbezüglich verwaltungsrechtliche Beschwerden, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Kapitels eingereicht wurden, werden nach den Bestimmungen bearbeitet, die am Tag der Einreichung des Antrags gelten. »

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 5 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses treten am Tag des Inkrafttretens des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen in Kraft.

Art. 6 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage I

GEFÄHRLICHE STOFFE

(Anlage identisch mit der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen)

EINLEITUNG

1. Diese Anlage betrifft das Vorhandensein von gefährlichen Stoffen in Betrieben im Sinne des Artikels 3 dieses Zusammenarbeitsabkommens und bestimmt die Anwendung der einschlägigen Artikel.

2. Gemische und Zubereitungen werden in der gleichen Weise behandelt wie reine Stoffe, sofern sie die Höchstkonzentrationen nicht überschreiten, die entsprechend ihren Eigenschaften in den in Teil 2 Anmerkung 1 aufgeführten einschlägigen Richtlinien oder deren letzten Anpassungen an den technischen Fortschritt festgelegt sind, es sei denn, dass eigens eine prozentuale Zusammensetzung oder eine andere Beschreibung angegeben ist.

3. Die nachstehend angegebenen Mengenschwellen gelten je Betrieb.

4. Die für die Anwendung der einschlägigen Artikel zu berücksichtigenden Mengen sind die Höchstmengen, die zu irgendeinem Zeitpunkt vorhanden sind oder vorhanden sein können. Gefährliche Stoffe, die in einem Betrieb nur in einer Menge von höchstens 2 % der relevanten Grenzmenge vorhanden sind, bleiben bei der Berechnung der vorhandenen Gesamtmenge unberücksichtigt, wenn sie sich innerhalb eines Betriebs an einem Ort befinden, an dem sie nicht als Auslöser eines schweren Unfalls an einem anderen Ort des Betriebs wirken können.

5. Soweit zutreffend, gelten die Regeln in Teil 2, Anmerkung 4, für das Addieren von Mengen gefährlicher Stoffe oder von Kategorien gefährlicher Stoffe.

TEIL 1

Namentlich aufgeführte Stoffe

Fällt ein in Teil 1 aufgeführter Stoff/eine in Teil 1 aufgeführte Gruppe von Stoffen auch unter eine in Teil 2 aufgeführte Kategorie von Stoffen, so sind die in Teil 1 festgelegten Mengenschwellen anzuwenden.

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe	Mengenschwellen (in Tonnen)	
Ammoniumnitrat	350	2500
Ammoniumnitrat - Kunstdünger	1250	5000
Arsen(V)oxid, Arsen(V)säure und/oder ihre Salze	1	2
Arsen(III)oxid, Arsen(III)säure und ihre Salze		0,1
Brom	20	100
Chlor	10	25
Atemgängige pulverförmige Nickelverbindungen (Nickelmonoxid, Nickeldioxid, Nickelsulfid, Trinickeldisulfid, Dinickeltrioxid)		1
Ethylenimin	10	20
Fluor	10	20
Formaldehyd (Konzentration $\geq 90\%$)	5	50
Wasserstoff	5	50
Chlorwasserstoff (verflüssigtes Gas)	25	250
Bleiäthyle	5	50
Hochentzündliche verflüssigte Gase (einschließlich LPG) und Erdgas	50	200
Acetylen	5	50
Ethylenoxid	5	50
Propylenoxid	5	50
Methanol	500	5000
4,4'-Methylen-bis (2-chloranilin) und seine Salze, pulverförmig		0,01
Methylisocyanat		0,15
Sauerstoff	200	2000
Toluylendiisocyanat	10	100
Karbonyldichlorid (Phosgen)	0,3	0,75
Arsentrihydrid (Arsin)	0,2	1
Schwefeldichlorid	1	1
Schwefeltrioxid	15	75
Polychlordibenzofurane und Polychlordibenzodioxine (einschließlich TCDD), in TCDD-Äquivalenten berechnet		0,001
Die folgenden KREBSERREGENDEN STOFFE: 4-aminobiphenyl und seine Salze, Benizidin und seine Salze, Bis(chlormethyl)ether, Chlormethylmethylether, Dimethylcarbamoylchlorid, Dimethylnitrosamin, Hexamethylphosphortriamid, 2-Naphtylamin und seine Salze und 1,3-Propansulton sowie 4-Nitrodiphenyl	0,001	0,001
Motor- und sonstige Benzine und Treibstoffe	5000	50000

ANMERKUNGEN

1. Ammoniumnitrat (350/2 500)

Dies gilt für Ammoniumnitrat und für (andere als die in Anmerkung 2 genannten) Mischungen von Ammoniumnitrat, bei denen der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig $> 28\%$ ist, und für wässrige Lösungen von Ammoniumnitrat, bei denen die Konzentration von Ammoniumnitrat gewichtsmäßig $> 90\%$ ist.

2. Ammoniumnitrat (1 250/5 000)

Dies gilt für reine Ammoniumnitrat-Düngemittel, die den Bedingungen der Richtlinie 80/876/EWG entsprechen, und für Volldünger, bei dem der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig $> 28\%$ ist (Volldünger enthält Ammoniumnitrat mit Phosphat und/oder Pottasche).

3. Polychlordibenzofurane und Polychlordibenzodioxine

Die Berechnung der Mengen von Polychlordibenzofuranen und Polychlordibenzodioxinen erfolgt aufgrund der nachstehend aufgeführten Äquivalenzfaktoren:

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2,3,7,8-TCDD	1	2,3,7,8-TCDF	0,1
1,2,3,7,8-PeDD	0,5	2,3,4,7,8-PeCDF	0,5
1,2,3,4,7,8-HxCDD			
1,2,3,6,7,8-HxCDD	0,1	1,2,3,4,7,8-HxCDF	
1,2,3,7,8,9-HxCDD		1,2,3,7,8,9-HxCDF	0,1
		1,2,3,6,7,8-HxCDF	
1,2,3,4,6,8,-HpCDD	0,01	2,3,4,6,7,8-HxCDF	
OCDD	0,001	1,2,3,4,6,7,8-HpCDF	0,01
		1,2,3,4,7,8,9-HpCDF	
		OCDF	0,001

T = tetra, P = penta, Hx = hexa, HP = hepta, O = octa)

TEIL 2

Kategorien von nicht namentlich in Teil 1 aufgeführten Stoffen und Zubereitungen

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe und Einstufung	Mengenschwellen (in Tonnen)	
1. SEHR GIFTIG	5	20
2. GIFTIG	50	200
3. OXYDIEREND	50	200
4. EXPLOSIONSGEFÄHRlich (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 2 Buchstabe a) gegebene Definition fällt)	50	200
5. EXPLOSIONSGEFÄHRlich (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 2 Buchstabe b) gegebene Definition fällt)	10	50
6. ENTZÜNDlich (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe a) gegebene Definition fällt)	5000	50 000
7a. LEICHTENTZÜNDlich (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe b) Nummer 1 gegebene Definition fällt)	50	200
7b. LEICHTENTZÜNDliche Flüssigkeiten (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe b) Nummer 2 gegebene Definition fällt)	5000	50 000
8. HOCHENTZÜNDlich (wenn der Stoff /die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe c) gegebene Definition fällt)	10	50
9. UMWELTGEFÄHRlich in Verbindung mit Gefahrenhinweis:		
i) R50: "Sehr giftig für Wasserorganismen"	200	500
ii) R51: "Giftig für Wasserorganismen" und R53: "Kann langfristige Gewässerschäden verursachen"	500	2000
10. JEDE EINSTUFUNG, soweit nicht oben erfasst, in Verbindung mit Gefahrenhinweis:		
i) R14 "Reagiert heftig mit Wasser" (einschließlich R14/15)	100	500
ii) R29 "Entwickelt bei Berührung mit Wasser giftige Gase"	50	200

ANMERKUNGEN

1. Die Einstufung der Stoffe und Zubereitungen erfolgt gemäß den folgenden Richtlinien in ihrer geänderten Fassung und ihrer jeweiligen Anpassung an den technischen Fortschritt:

— Richtlinie 67/548/EWG des Rates vom 27. Juni 1967 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;

— Richtlinie 88/379/EWG des Rates vom 7. Juni 1988 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen;

— Richtlinie 78/631/EWG des Rates vom 26. Juni 1978 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen (Schädlingsbekämpfungsmittel):

Auf Stoffe und Zubereitungen, die nicht als gefährlich gemäß einer der vorstehenden Richtlinien eingestuft sind, aber dennoch in einem Betrieb vorhanden sind oder vorhanden sein können und unter den im Betrieb angetroffenen Bedingungen hinsichtlich ihres Unfallpotentials gleichwertige Eigenschaften besitzen oder besitzen können, finden die Verfahren für die vorläufige Einstufung nach dem einschlägigen Artikel der betreffenden Richtlinie Anwendung.

Bei Stoffen und Zubereitungen mit Eigenschaften, die zu mehr als einer Einstufung im Sinne dieser Richtlinie Anlass geben, gelten die jeweils niedrigeren Grenzwerte.

2. "Explosionsgefährlich", bezeichnet

a) i) einen Stoff oder eine Zubereitung, bei dem bzw. der das Risiko der Explosion durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besteht (Gefahrenhinweis R 2);

ii) einen pyrotechnischen Stoff als einen Stoff (beziehungsweise ein Gemisch aus Stoffen), mit dem aufgrund selbständiger, nichtdetonierender, unter Freiwerden von Wärme ablaufender chemischer Reaktionen, Wärme, Licht, Schall, Gas oder Rauch bzw. eine Kombination dieser Wirkungen erzeugt werden soll,

oder

iii) explosionsfähige oder pyrotechnische Stoffe oder Zubereitungen, die in Gegenständen enthalten sind;

b) einen Stoff oder eine Zubereitung, bei dem bzw. der eine besondere Gefahr der Explosion durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besteht (Gefahrenhinweis R 3)

3. "Entzündlich", "leichtentzündlich" und "hochentzündlich" (in den Kategorien 6, 7 und 8) bezeichnet

a) ENTZÜNDLICHE Flüssigkeiten:

Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt von mindestens 21 °C und höchstens 55 °C haben (Gefahrenhinweis R 10) und die Verbrennung unterhalten;

b) LEICHTENTZÜNDLICHE Flüssigkeiten:

1. - Stoffe und Zubereitungen, die sich in Kontakt mit Luft bei Umgebungstemperatur ohne Energiezufuhr erhitzen und schließlich Feuer fangen können (Gefahrenhinweis R 17),

- Stoffe, die einen Flammpunkt unter 55 °C haben und die unter Druck in flüssigem Zustand bleiben, sofern bei bestimmten Arten der Behandlung, z. B. unter hohem Druck und bei hoher Temperatur, das Risiko schwerer Unfälle entstehen kann;

2. Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt unter 21 °C haben und nicht hochentzündlich sind (Gefahrenhinweis R 11 zweiter Gedankenstrich);

c) hochentzündliche Gase und Flüssigkeiten:

1) flüssige Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt unter 0 °C haben und deren Siedepunkt (bzw. Anfangssiedepunkt im Fall eines Siedebereichs) bei Normaldruck höchstens 35 °C beträgt (Gefahrenhinweis R 12 erster Gedankenstrich),

und

2) gasförmige Stoffe und Zubereitungen, die bei Normaldruck in Kontakt mit Luft bei Umgebungstemperatur entzündlich sind (Gefahrenhinweis R 12 zweiter Gedankenstrich), gleich ob sie unter Druck in gasförmigem oder flüssigem Zustand gehalten werden, ausgenommen hochentzündliche verflüssigte Gase (einschließlich LPG) und Erdgas nach Teil 1,

und

3) flüssige Stoffe und Zubereitungen, die auf einer Temperatur oberhalb ihres jeweiligen Siedepunkts gehalten werden [und die einen Flammpunkt unter 55°C haben].

4. Die Einstufung des Betriebs für die Anwendung der Artikel des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erfolgt auf der Grundlage der folgenden Formel:

— wenn qx die im Betrieb vorhandene Menge x eines gefährlichen Stoffes oder einer gefährlichen Zubereitung (namentlich aufgeführt oder nicht) ist;

— wenn $Q'x$ die relevante Schwellenmenge aus Spalte 2 und $Q''x$ die relevante Schwellenmenge aus Spalte 3 aus Teil 1 oder Teil 2 der vorliegenden Anlage für die berücksichtigte Menge x ist;

— findet Artikel 3, § 1, Absatz 3, Anwendung auf den Betrieb, wenn die Summe der Bruchteile

$$q_1/Q'_1 + q_2/Q'_2 + q_3/Q'_3 + \dots > 1$$

— findet Artikel 3, § 1, Absatz 2, Anwendung auf den Betrieb, wenn die Summe der Bruchteile

$$q_1/Q''_1 + q_2/Q''_2 + q_3/Q''_3 + \dots > 1$$

Diese Regeln finden jeweils unter folgenden Bedingungen Anwendung:

— auf die in Teil 2 aufgeführten Stoffe und Zubereitungen der Kategorien 1, 2 und 9 sowie auf die in Teil 1 aufgeführten Stoffe, die die gleichen gefährlichen Eigenschaften aufweisen;

— auf die in Teil 2 aufgeführten Stoffe und Zubereitungen der Kategorien 3, 4, 5, 6, 7a, 7b und 8 sowie auf die in Teil 1 aufgeführten Stoffe, die die gleichen gefährlichen Eigenschaften aufweisen.

Wenn nicht namentlich aufgeführte Stoffe oder Zubereitungen gleichzeitig gefährliche Eigenschaften aus mehreren nicht addierbaren Kategorien aufweisen, ist die kleinste Schwellenmenge, die auf den Stoff anzuwenden ist, als Teiler zu berücksichtigen.

Wenn Stoffe oder Zubereitungen gleichzeitig gefährliche Eigenschaften aus mehreren nicht addierbaren Kategorien aufweisen, wird jeweils getrennt addiert, wobei jede Addition einer der Kategorien entspricht.

Wenn ein namentlich aufgeführter Stoff nicht namentlich aufgeführten Stoffen zugegeben wird, ist der Teiler bezüglich der Menge des namentlich aufgeführten Stoffes die in Teil 1 genannte Schwellenmenge.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2001 zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage II

Inhalt der Notiz zur Identifizierung der Gefahren

Darstellung des Umfelds des Betriebs

Faktoren, die die Ursache eines Unfalls sein können.

Faktoren, die die Folgen eines Unfalls verschlimmern können.

Beschreibung der Anlagen

Beschreibung der hauptsächlichen Tätigkeiten und Erzeugnisse derjenigen Teile des Betriebs, die im Hinblick auf die Sicherheit wichtig sind.

Beschreibung und genaue Angabe des Standorts jeglicher Anlagen innerhalb des Betriebs (Lager, Produktion oder andere Aktivitäten), die die Gefahr eines schweren Unfalls verursachen können.

Beschreibung der Umstände, unter denen sich ein schwerer Unfall ereignen könnte, und der Faktoren, die auf direkte oder indirekte Weise einen schweren Unfall auslösen könnten.

Beschreibung der Vorbeugungsmaßnahmen wie z.B. die Kontrolle der technischen Parameter und der Sicherheitsvorrichtungen der Anlage.

Beschreibung der Ausrüstungen, die zur Einschränkung der Auswirkungen von Emissionen gefährlicher Stoffe oder von schweren Unfällen angebracht worden sind.

Beschreibung der Verfahren

Die gemeinten Verfahren sind diejenigen, bei denen ein oder mehrere im Sinne des Zusammenarbeitsabkommens gefährliche Stoffe, Zubereitungen oder Gemische verwendet werden.

Die Beschreibung umfasst:

ein Diagramm der durchgeführten Vorgänge, mit Angaben über den Materialfluss, die Reaktionen und die Energieflüsse, wenn letztere ein hohes Ausmaß erreichen, zuzüglich einer Funktionsbeschreibung der verschiedenen Geräte, deren Standort auf Zeichnungen genau angegeben wird;

ein Funktionsschema der Leitungen, Geräte und Instrumente zur Steuerung der Vorgänge;

eine mit den erforderlichen Verweisen versehene Notiz über die Reaktions- und Kontrollmechanismen zwecks einer einfachen Standortbestimmung der Geräte und Instrumente auf dem Funktionsschema;

eine Notiz über die Risiken einer unkontrollierten Entwicklung der Reaktionen und über die Mittel zur Vorbeugung der Störungen und zur Begrenzung der Auswirkungen.

Beschreibung der gefährlichen Stoffe, Zubereitungen und Gemische

Identifizierung der Bestandteile anhand der chemischen Bezeichnung, der CAS- und EWG Nummern, und der Bezeichnung nach der IUPAC-Nomenklatur.

Höchstmenge des vorhandenen Stoffes/der vorhandenen Stoffe oder des Stoffes, der vorhanden sein kann/der Stoffe die vorhanden sein können.

Physikalische, chemische und toxikologische Merkmale sowie Angabe der für Mensch oder Umwelt unmittelbar bestehenden und der sich erst später auf sie auswirkenden Gefahren.

Physikalisches oder chemisches Verhalten unter normalen Einsatzbedingungen oder bei vorhersehbaren Störungen.

Identifizierung der potentiell gefährlichen Geräte

Standortbestimmung der Geräte, deren Kapazität oder Verarbeitungsgeschwindigkeit die in der Anlage IV bestimmten Grenzen überschreiten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2001 zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Mai 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

—

Anlage III

Struktur und Inhalt der Sicherheitsstudien

1. Struktur der Studie

Die Sicherheitsstudie setzt sich aus 3 Hauptteilen zusammen:

■ Eine Beschreibung, die ein Verzeichnis der Gefahren bildet, aus der eine Liste der befürchteten Ereignisse entnommen werden kann.

■ Eine Analyse, anhand deren für jedes befürchtete Ereignis:

■ die Entstehungswahrscheinlichkeit;

■ die Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung;

■ die Tragweite der gefährlichen Auswirkungen

geschätzt werden können.

■ Eine Synthese zur Begründung der Akzeptanz des Risikos für jedes befürchtete Ereignis.

2. Inhalt der Beschreibung

Darstellung des Umfelds des Betriebs:

■ Beschreibung des Standorts und seines Umfelds einschließlich der geographischen Lage, der meteorologischen, geologischen und hydrographischen Daten sowie gegebenenfalls der Vorgeschichte des Standorts:

- Beschreibung der Gebiete, die von einem schweren Unfall betroffen werden könnten.

Beschreibung der Anlagen:

■ Beschreibung der hauptsächlichen Tätigkeiten und Erzeugnisse derjenigen Teile des Betriebs, die im Hinblick auf die Sicherheit wichtig sind.

■ Beschreibung und genaue Angabe des Standorts jeglicher Anlagen innerhalb des Betriebs (Lager, Produktion oder andere Aktivitäten), die die Gefahr eines schweren Unfalls verursachen können.

■ Beschreibung der Umstände, unter denen sich ein schwerer Unfall ereignen könnte, und der Faktoren, die auf direkte oder indirekte Weise einen schweren Unfall auslösen könnten.

■ Beschreibung der Vorbeugungsmaßnahmen wie z.B. die Kontrolle der technischen Parameter und der Sicherheitsvorrichtungen der Anlage.

■ Beschreibung der Ausrüstungen, die zur Einschränkung der Auswirkungen von Emissionen gefährlicher Stoffe oder von schweren Unfällen angebracht worden sind.

Beschreibung der Verfahren:

Die gemeinten Verfahren sind diejenigen, bei denen ein oder mehrere im Sinne des Zusammenarbeitsabkommens gefährliche Stoffe, Zubereitungen oder Gemische verwendet werden.

Die Beschreibung umfasst:

■ ein Diagramm der durchgeführten Vorgänge, mit Angaben über den Materialfluss, die Reaktionen und die Energieflüsse, wenn letztere ein hohes Ausmaß erreichen, zuzüglich einer Funktionsbeschreibung der verschiedenen Geräte, deren Standort auf Zeichnungen genau angegeben wird;

■ ein Funktionsschema der Leitungen, Geräte und Instrumente zur Steuerung der Vorgänge;

■ eine mit den erforderlichen Verweisen versehene Notiz über die Reaktions- und Kontrollmechanismen zwecks einer einfachen Standortbestimmung der Geräte und Instrumente auf dem Funktionsschema;

■ eine Notiz über die Risiken einer unkontrollierten Entwicklung der Reaktionen und über die Mittel zur Vorbeugung der Störungen und zur Begrenzung der Auswirkungen.

Beschreibung der gefährlichen Stoffe, Zubereitungen und Gemische:

■ Identifizierung der Bestandteile anhand der chemischen Bezeichnung, der CAS- und EWG Nummern, und der Bezeichnung nach der IUPAC-Nomenklatur.

■ Höchstmenge des vorhandenen Stoffes/der vorhandenen Stoffe oder des Stoffes, der vorhanden sein kann/der Stoffe die vorhanden sein können.

■ Physikalische, chemische und toxikologische Merkmale sowie Angabe der für Mensch oder Umwelt unmittelbar bestehenden und der sich erst später auf sie auswirkenden Gefahren.

■ Physikalisches oder chemisches Verhalten unter normalen Einsatzbedingungen oder bei vorhersehbaren Störungen.

Identifizierung der befürchteten Ereignisse:

Beschreibung der unkontrollierbaren Ereignisse mit einem derartigen Ausmaß, dass sie eine ernste Gefahr bilden.

Hinweis auf die Vorfälle:

Beschreibung der Unfälle und Beinaheunfälle, die sich auf dem Standort oder anderswo ereignet haben, und bei denen identische Produkte oder Produkte mit vergleichbaren Merkmalen vorkommen.

3. Inhalt der Analyse

Schätzung der Entstehungswahrscheinlichkeit des befürchteten Ereignisses:

■ Detaillierte Analyse der Umstände, unter denen ein befürchtetes Ereignis entstehen kann, egal ob es auf innerbetriebliche oder außerbetriebliche Ursachen zurückzuführen ist.

■ Schätzung der Entstehungswahrscheinlichkeit auf der Grundlage der Wahrscheinlichkeit des Auftretens des auslösenden Störfalls und der Zuverlässigkeit der Vorbeugungsmittel

Schätzung der Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung

■ Analyse der Umstände, unter denen ein unkontrollierbares Ereignis zu einem schweren Unfall führen kann.

■ Schätzung der Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung auf der Grundlage der meteorologischen Statistik und der Zuverlässigkeit der Alarm- und Eingriffsmittel.

Schätzung der gefährlichen Auswirkungen und ihrer Tragweite

Die zu berücksichtigenden Auswirkungen sind:

■ die sich aus Explosionen ergebenden Überdrücke;

■ die thermische Bestrahlung von brennenden Flüssigkeiten, Fackeln, Feuerkugeln;

■ die Konzentration in der Luft von gesundheitsschädlichen Produkten;

■ sonstige für die Umwelt schädliche Auswirkungen.

4. Synthese

Eine Synthese wird wie folgt verfasst und gegliedert:

Gefährliche Stoffe, die den Gegenstand der Studie bilden

■ Bezeichnung, gefährliche Merkmale und Neigung, sich in die Umwelt zu verbreiten.

Befürchtete Ereignisse, die in der Studie berücksichtigt werden

■ Betroffene Ausrüstungen

■ Befürchtete Ereignisse

■ Entstehungswahrscheinlichkeit unkontrollierbarer Ereignisse und Wahrscheinlichkeit ihrer katastrophalen Entwicklung

■ Eigenart und Tragweite der gefährlichen Auswirkungen

Wichtige Angaben für den Notfallplan:

Für jedes befürchtete Ereignis, das für das Umfeld des Betriebs eine Gefahr bildet, soll auf Folgendes aufmerksam gemacht werden:

■ die Hauptmerkmale der gefährlichen Stoffe:

■ die physischen Phänomene, die sich bei der Emission von gefährlichen Stoffe ereignen, und die eventuellen Risiken einer katastrophalen Entwicklung;

■ die empfohlenen Bekämpfungsmittel und die eventuell damit verbundenen Risiken;

■ die Risiken für die Bevölkerung und für die Einsatzmannschaften auf dem Unfallplatz.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2001 zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage IV

Kriterien zur Bestimmung der in Artikel 27bis/3 erwähnten Vorstellungen einer bedeutenden Auswirkung und einer bedeutenden Erhöhung oder Veränderung.

1. Begriff der mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als mutmaßlich gefährlich die Ausrüstungen, die gefährliche Stoffe in Mengen enthalten, die eine von den gefährlichen Eigenschaften des Produktes, seinem physikalischen Zustand und ggf. seinem Standort im Verhältnis zu einer anderen gefährlichen Ausrüstung abhängende Bezugsmasse überschreiten.

Als gefährliche Ausrüstungen gelten ebenfalls solche offene Systeme wie Geräte oder Rohrleitungen, deren Kapazität unter der zu berücksichtigenden Bezugsmasse liegt, die aber in einer Zeitspanne von 10 Minuten eine gleiche oder höhere Menge freisetzen können.

Zur Berechnung der Bezugsmasse sind die folgenden Regeln anzuwenden:

a) im Verhältnis zur Gefährlichkeit eine Bezugsmasse M_a (in Kg) auswählen

Eigenschaften des Produktes	Feststoff	Flüssig	Gas
1 Sehr giftig	10.000	1000	100
2 Giftig	100.000	10.000	1000
3 Oxydierend	10.000	10.000	10.000
4 Explosionsgefährlich (Definition 2a)	10.000	10.000	---
5 Explosionsgefährlich (Definition 2b)	1000	1000	---
6. Entzündlich	---	10.000	---
7 Leichtentzündlich	---	10.000	---
8. Hochentzündlich	---	10.000	1000
9 Umweltgefährlich	100.000	10.000	1000
10 Sonstige Gefahren (R14, R15 oder R29)	10.000	10.000	---

b) bei flüssigen Produkten die Bezugsmassen im Verhältnis zur Verdampfungs- bzw. Entzündungsgefahr ausgleichen

Die in der vorstehenden Tabelle angeführten Bezugsmassen M_a sind durch einen Koeffizienten S zu teilen, der die Summe eines Koeffizienten S_1 und eines Koeffizienten S_2 ist und dessen Grenzen wie folgt herabgesetzt werden:

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = M_a / S$$

Der Koeffizient S entspricht der Summe eines Koeffizienten S_1 und eines Koeffizienten S_2 .

Der Koeffizient S_1 berücksichtigt den Unterschied zwischen der Betriebstemperatur T_p und der Siedetemperatur bei Luftdruck T_{eb} nach dem folgenden Gesetz:

$$S_1 = 10^{(T_p - T_{eb}) / 100}$$

Der Schwankungsbereich von S_1 hängt von der Verbindung zwischen einer eventuellen Erhöhung bzw. Verminderung der Gefahr mit dem Unterschied und der Betriebstemperatur und der Siedetemperatur ab.

Diese Verbindung hängt unmittelbar von der Gefährlichkeit der betreffenden Produkte ab.

Wenn ein Produkt mehrere gefährlichen Merkmale aufweist, so ist der niedrigste Wert von M_b anzuwenden.

Eigenschaften des Produktes	Grenzwerte für S_1
1 Sehr giftig	$1 \leq S_1 \leq 10$
2 Giftig	$1 \leq S_1 \leq 10$
3 Oxydierend	$S_1 = 1$
4 Explosionsgefährlich (Definition 2a)	$S_1 = 1$

5 Explosionsgefährlich (Definition 2b)	S1=1
6. Entzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
7 Leichtentzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
8. Hochentzündlich	$0,1 \leq S1 \leq 10$
9 Umweltgefährlich	$1 \leq S1 \leq 10$
10 Sonstige Gefahren (R14, R15 oder R29)	S1=1

Der Koeffizient S2 findet ausschließlich bei Verfahren mit negativer Temperatur Anwendung und ergibt sich aus der Formel:

$$S2 = T_{eb} / (-50)$$

Die Temperaturen werden in Grad Celsius ausgedrückt.

Bemerkungen:

- Bei Mischungen ist die zu berücksichtigende Temperatur die Temperatur am Siedeanfang.
- Bei einem Produkt, das nicht stabil ist und bei dem eine Dissoziation vor dem Sieden möglich wäre, ist die zu berücksichtigende Temperatur die Dissoziationstemperatur.
- Bei einem Produkt, das vor dem Sieden ohne Dissoziation polymerisieren könnte, entspricht der Koeffizient S1 immer 1.
- Die Bewertung mit den Koeffizienten S1 und S2 findet keine Anwendung für Produkte der Kategorien 3, 4, 5, und 10.

c) Bewertung bei Risiko eines Dominoeffekts

Ausrüstungen mit explosionsgefährlichen oder entzündlichen Stoffen müssen ebenfalls als gefährliche Ausrüstungen betrachtet werden, wenn sie in einer Entfernung von weniger als 50 m von Ausrüstungen, die gemäß den Regeln a) und b) als gefährlich anerkannt sind, stehen, und wenn sie eine Masse von gefährlichen Produkten enthalten oder in weniger als 10 Minuten freisetzen können, die höher ist als eine wie folgt berechnete Masse Mc:

$$M_c = S_3 M_b \text{ wo } 0,1 \leq S_3 \leq 1 \text{ und } S_3 = (0,02D)^3$$

D entspricht der in Meter ausgedrückten kürzesten Entfernung zwischen den beiden Ausrüstungen

2. Umwandlungen oder Erweiterungen eines Betriebs, die schwerwiegende Auswirkungen auf die Gefahren schwerer Unfälle haben können.

Als Umwandlungen oder Erweiterungen eines Betriebs, die schwerwiegende Auswirkungen auf die Gefahren schwerer Unfälle haben können, gelten:

- Der Bau an irgendwelcher Stelle des Betriebs einer neuen, gemäß den Kriterien der vorliegenden Anlage als mutmaßlich gefährlich zu betrachtenden Ausrüstung;
- Die Verlegung innerhalb des Betriebs einer mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung;
- Die Anbringung einer Ent- und Beladestelle für gefährliche Produkte, einer Verbrennungsanlage oder einer Ladung eingesetzter Brennstoffe von mehr als 100 Tonnen in einer Entfernung von weniger als 50 m von einer schon zugelassenen mutmaßlich gefährlichen Ausrüstung;
- Jegliche Änderung an den Systemen zur Retention, Sammlung oder Vernichtung der Abwässer oder -gase, die eine Auswirkung auf die technischen Leistungen dieser Systeme haben könnte;
- Jegliche Abänderung der Lecksuche- bzw. Brandentdeckungssysteme;
- Jeglicher Bau, der höher als 2 m ist, mit mindestens einer vollen Wand, die in einer Entfernung von weniger als 50 m von einer gefährlichen Ausrüstung mit komprimierten Flüssiggasen oder überhitzten Flüssigkeiten steht.

3. Bedeutende Erhöhung der Quantität der vorhandenen gefährlichen Stoffe

als bedeutend gelten:

- Eine Erhöhung der Kapazität oder der Verarbeitungsgeschwindigkeit um mehr als 50 % im Verhältnis zu den Eigenschaften einer schon zugelassenen gefährlichen Ausrüstung;
- Jegliche Erhöhung der Kapazität oder der Verarbeitungsgeschwindigkeit, infolge deren die Kapazität einer Ausrüstung die Bezugsmasse für die Einstufung als gefährliche Ausrüstung übersteigen würde;
- Jegliche Erhöhung der Kapazität, die eine Auswirkung auf die Einstufung des Betriebs hätte.

4. Bedeutende Änderung der Art oder der physikalischen Form der vorhandenen gefährlichen Stoffe.

Als bedeutend gelten die Änderungen der physikalischen Zustände, die eine Erhöhung um 50 % oder mehr der Bewertungskoeffizienten, die zur Berechnung der Bezugsmassen für die Einstufung eines Geräts dienen, zur Folge haben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2001 zur Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen und zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946 zur Genehmigung der Titel I und II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Mai 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1481

[C — 2001/27305]

3 MEI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 96/82/EG van de Raad van 9 december 1996 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken;

Gelet op het Verdrag betreffende de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, ondertekend te Helsinki op 17 maart 1992;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 6, § 1, I en II, en op artikel 92bis, § 3, D;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, goedgekeurd bij het decreet van 16 december 1999;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en stoomketels;

Gelet op de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, inzonderheid op de artikelen 27bis/1 tot 12;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door de aanmaning gericht door de Europese Commissie wegens niet-omzetting van richtlijn 96/82/EG en door het feit dat het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming aangepast moet worden aan de naderende inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord gesloten op 21 juni 1999 en goedgekeurd bij het decreet van 16 december 1999;

Gelet op artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen houdende uitvoering van sommige bepalingen van het samenwerkingsakkoord betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, gesloten op 21 juni 1999 door de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en goedgekeurd bij het decreet van 16 december 1999

Artikel 1. § 1. De Afdeling Preventie en Vergunningen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, « DPA » afgekort », wordt als coördinerende dienst aangewezen in de zin van artikel 4, 12°, en artikel 5, § 1, 2°, van bovenbedoeld samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 en als beoordelingsdienst in de zin van artikel 4, 13°, en artikel 5, § 2, 2°, van hetzelfde samenwerkingsakkoord.

De Afdeling Milieupolitie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, « DPE » afgekort, wordt als inspectiedienst aangewezen in de zin van artikel 4, 14°, en artikel 5, § 3, 2°, van hetzelfde samenwerkingsakkoord.

§ 2. De Minister van Leefmilieu benoemt de ambtenaren die binnen de in de vorige paragraaf bedoelde afdelingen meer bepaald belast zijn met de coördinatie-, beoordelings- en inspectieopdrachten bedoeld in de artikelen 4, 12°, 13°, 14° en 5, § 1, 2°, § 2, 2°, § 3, 2°, van bovenbedoeld samenwerkingsakkoord, alsmede hun mogelijke plaatsvervangers. De benoemingen en elke desbetreffende wijziging worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Om de inspectieopdrachten bedoeld in de artikelen 4, 14°, en 5, § 3, 2°, van voormeld samenwerkingsakkoord te vervullen, leggen de overeenkomstig het eerste lid daartoe aangewezen ambtenaren de eed af.

Art. 2. Na ontvangst van het veiligheidsonderzoek bedoeld in artikel 27bis/4 van Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent, of van elk document waarbij dat onderzoek wordt bijgestuurd, gewijzigd of aangevuld, maakt de « DPA » een afschrift daarvan over aan de Algemene Directie van de Civiele Bescherming van het federale Ministerie van Binnenlandse Zaken, overeenkomstig artikel 26bis van het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 1.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen houdende wijziging van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946

Art. 3. Artikel 1 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946, wordt gewijzigd als volgt :

1° tussen de woorden « opslagplaatsen » en « openluchtgroeven » worden de woorden « inrichtingen bedoeld in artikel 27bis/1, 3°, waar gevaar voor zware ongevallen bestaat » ingevoegd;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« In het Waalse Gewest worden de in artikel 27bis/1, 3° bedoelde inrichtingen waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, beschouwd als inrichtingen van eerste klasse, ongeacht hun classificatie waarin hoofdstuk II eventueel voorziet ».

Art. 4. De bepalingen van hoofdstuk III van Titel I van hetzelfde reglement en de bijlagen erbij worden opgeheven en vervangen als volgt :

HOOFDSTUK III. — *In het Waalse Gewest toepasselijke bepalingen betreffende de beheersing van gevaar voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn*

Afdeling I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Art. 27bis/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken, gesloten op 21 juni 1999 door de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en goedgekeurd bij het decreet van 16 december 1999;

2° vergunning : elke voorafgaande machtiging of vergunning opgelegd krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest valt inzake de milieupolitie van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen met het oog op de exploitatie, de verbouwing of de uitbreiding van dergelijke inrichtingen;

3° inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat : een gezamenlijk geografisch gebied dat onder het toezicht van een exploitant staat, met inbegrip van de gemeenschappelijke of bijbehorende infrastructuur of activiteiten, met één of verschillende installaties waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, alsook elke andere installatie of activiteit die emissies of verontreiniging kan veroorzaken;

4° installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat : technische eenheid binnen een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, waar gevaarlijke stoffen worden geproduceerd, gebruikt, gehanteerd of opgeslagen en die voor haar vlote werking beschikt over de nodige uitrustingen, constructies, leidingen, machines, gereedschappen, over eigen spoorwegaftakkingen, laad- en loskades, aanlegsteigers, pieren, depots of soortgelijke structuren, al dan niet drijvende constructies;

5° exploitant : iedere natuurlijke of rechtspersoon die bovenbedoelde inrichting of installatie exploiteert of voor wie dergelijke inrichtingen en installaties worden geëxploiteerd;

6° zwaar ongeval : ernstige emissie, brand of explosie als gevolg van uit de hand gelopen situaties bij de exploitatie van een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, die binnen of buiten de inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks ernstige schade toebrengt aan de gezondheid van de mens of aan het milieu en waarbij één of meer gevaarlijke stoffen betrokken zijn;

7° gevaarlijke stoffen : de stoffen, mengsels of preparaten bedoeld in bijlage I, deel 1, of beantwoordend aan de criteria bedoeld in bijlage I, deel 2;

8° gevaar : de intrinsieke eigenschap van een gevaarlijke stof of van een fysische situatie die schadelijk kan zijn voor de gezondheid van de mens of het milieu;

9° risico : de kans dat een bepaald effect zich voordoet binnen een bepaalde periode of onder bepaalde omstandigheden;

10° opslag : de aanwezigheid van een hoeveelheid gevaarlijke stoffen bestemd voor opslag, veilige bewaring of berging;

11° schierongeval : zwaar ongeval dat per toeval veroorzaakt kan worden in een oncontroleerbare situatie;

12° aanwezigheid van gevaarlijke stoffen : de effectieve of geplande aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in de inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, alsmede de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen die geacht worden toevalligerwijze geproduceerd te kunnen worden in hoeveelheden gelijk aan of groter dan de drempels bedoeld in de delen 1 en 2 van bijlage I;

13° « DPA » : de Afdeling Preventie en Vergunningen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

14° « DPE » : de Afdeling Milieupolitie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 27bis/2. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de inrichtingen waar gevaar voor zware ongevallen bestaat en waar de hoeveelheid gevaarlijke stoffen gelijk is aan of groter is dan die bedoeld in bijlage I, delen 1 en 2.

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op :

1° militaire inrichtingen, installaties of opslagplaatsen;

2° gevaar voor ioniserende straling;

3° het vervoer van gevaarlijke stoffen, m.i.v. de tijdelijke opslag ervan, via de weg, het spoor, de binnenwateren, de zee of de lucht, met inbegrip van het laden en lossen en het vervoer ervan naar of vanaf een ander vervoermiddel aan laadkaden of rangeerstations buiten de inrichtingen waar gevaar voor zware ongevallen bestaat;

4° het vervoer van gevaarlijke stoffen via pijpleidingen, met inbegrip van pompstations, buiten de inrichtingen waar gevaar voor zware ongevallen bestaat;

5° de winningsindustrieën waarvan de activiteit bestaat in de exploratie en exploitatie van delfstoffen in mijnen en groeven, ook d.m.v. boringen;

6° afvalstortplaatsen.

Adeling II. — Bij de vergunningsaanvraag te voegen stukken

Art. 27bis/3. § 1. Onverminderd de gegevens en stukken die krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften worden geëist, bevat de vergunningsaanvraag voor een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, de in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord bedoelde kennisgeving en met name volgende gegevens :

— de naam of de handelsnaam van de aanvrager en van de exploitant als het niet om dezelfde persoon gaat, alsook het volledige adres van de bedoelde inrichting;

— de zetel van de aanvrager en van de exploitant als het niet om dezelfde persoon gaat, met het volledige adres;

— de naam of de functie van de verantwoordelijke van de inrichting als het om een andere persoon gaat dan de aanvrager of de exploitant;

— de gegevens op grond waarvan de betrokken gevaarlijke stoffen of de categorie van gevaarlijke stoffen geïdentificeerd kunnen worden;

— de hoeveelheid gevaarlijke stoffen en de fysische vorm ervan;

— de activiteit uitgeoefend of gepland in de installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, of in de opslagplaats;

— het adres van de voor de inrichting territoriaal bevoegde brandweerdienst, alsook de naam en graad van de korpscommandant;

— de elementen in de onmiddellijke omgeving van de in artikel 27bis/1, § 1, 3, bedoelde inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, of die de omstandigheden waarin ze plaatsvinden kunnen verergeren.

Binnen twee weekdagen na ontvangst van de vergunningsaanvraag stuurt de bevoegde overheid een afschrift van voormelde kennisgeving aan de « DPA », die zich moet uitspreken over de aanvraag.

§ 2. Als de verbouwing of uitbreiding van een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat wordt toegestaan op grond van een aanvraag met voormelde kennisgeving, moet de vergunningsaanvraag vergezeld gaan van dergelijke kennisgeving of ten minste van een document waarbij de oorspronkelijke kennisgeving wordt gewijzigd en aangepast, indien de verbouwing of de uitbreiding onderstaande gevolgen met zich meebrengt :

1° een aanzienlijke toename van het gevaar voor zware ongevallen, of

2° een aanzienlijke vermeerdering van de aanwezige gevaarlijke stof(fen) of een aanzienlijke wijziging van hun (haar) aard of fysieke vorm, of

3° een wijziging van de productieprocessen van de gevaarlijke stof(fen).

De criteria voor de vastlegging van de in het vorige lid bedoelde begrippen 'ernstige gevolgen' en 'aanzienlijke verhoging en wijziging' worden omschreven in bijlage IV.

Art. 27bis/4. § 1. Onverminderd de gegevens en documenten die krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften worden geëist en onverminderd artikel 27bis/3, moet de vergunningsaanvraag voor een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat en waar gevaarlijke stoffen opgeslagen worden in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan die vermeld in bijlage I, delen 1 en 2, kolom 2, en lager dan die vermeld in bijlage I, delen 1 en 2, kolom 3, vergezeld gaan van een nota met de identificatie van de gevaren waarvan de structuur en de minimale inhoud in bijlage II omschreven worden.

§ 2. Onverminderd de gegevens en documenten die krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften worden geëist en onverminderd artikel 27bis/3, moet de vergunningsaanvraag voor een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat en waar gevaarlijke stoffen opgeslagen worden in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan die vermeld in bijlage I, delen 1 en 2, kolom 3, vergezeld gaan van een veiligheidsstudie om :

— aan te tonen dat het gevaar voor zware ongevallen geïdentificeerd is en dat de nodige maatregelen zijn getroffen om het te voorkomen en de gevolgen van dergelijke ongevallen voor mens en milieu te beperken;

— aan te tonen dat het ontwerp, de bouw, de exploitatie en het onderhoud van installaties waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, de opslagplaatsen, de uitrustingen en de infrastructuur die nodig zijn voor hun werking en binnen de inrichting gevaar voor zware ongevallen kunnen veroorzaken, voldoende veiligheid en betrouwbaarheid bieden;

— voldoende gegevens aan de bevoegde autoriteiten en diensten te verstrekken om hen in staat te stellen voorstellen te doen aan de bevoegde overheid over de vestiging van nieuwe activiteiten rond bovenvermelde inrichting.

De structuur en de minimale inhoud van de in het vorige lid bedoelde veiligheidsstudie worden omschreven in bijlage III.

§ 3. In de gevallen bedoeld in artikel 27bis/3, § 2, gaat de vergunningsaanvraag voor de verbouwing of uitbreiding van een inrichting waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, die toegestaan wordt op grond van een aanvraag met de in paragraaf 1 bedoelde identificatienota of de in paragraaf 2 bedoelde veiligheidsstudie, vergezeld van dergelijke nota of studie of op zijn minst van een document waarbij de nota of de oorspronkelijke studie wordt gewijzigd en bijgestuurd.

§ 4. De identificatienota bedoeld in paragraaf 1 en de veiligheidsstudie bedoeld in paragraaf 2 houden rekening met de nieuwe technieken inzake veiligheid en ontwikkeling van risico's en bevatten al de eventuele vroegere bijwerkingen.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen voor de afgifte van de vergunning

Art. 27bis/5. Onverminderd overlegpleging met andere overheden krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften pleegt de bevoegde overheid overleg met de "DPA" vooraleer een beslissing wordt genomen over een vergunningsaanvraag voor de exploitatie, de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting of een installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat.

Het advies van de « DPA » vermeldt met name of de mogelijkheid of de gevolgen van een zwaar ongeval kunnen worden verhoogd wegens de vestiging en de nabijheid van andere inrichtingen waar gevaar voor zware ongevallen bestaat en wegens de opslag van andere gevaarlijke stoffen.

Art. 27bis/6. § 1. Onverminderd de documenten die krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften worden geëist, wordt de in artikel 27bis/4, § 1, bedoelde identificatienota of de in artikel 27bis/4, § 2, bedoelde veiligheidsstudie onderworpen aan een openbaar onderzoek over de vergunningsaanvraag voor een inrichting of een installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat.

Vooraleer een vergunningsaanvraag in te dienen kan de aanvrager een met redenen omkleed document bij aangetekend schrijven aan de « DPA » richten waarin hij om veiligheidsredenen, om Staatsveiligheidsredenen of om sabotage te voorkomen verzoekt om de geheimhouding van bepaalde gedeelten van de in artikel 27bis/4, § 1, bedoelde nota of van de in artikel 27bis/4, § 2, bedoelde veiligheidsstudie wegens het vertrouwelijke karakter van bepaalde industriële, commerciële en persoonlijke gegevens.

Bij het verzoek om geheimhouding voegt de vergunningsaanvrager, al naar gelang het geval, een ontwerp van identificatienota of van veiligheidsstudie in twee luiken, waarbij het tweede deel de elementen, inlichtingen of gegevens bevat waarvoor hij de geheimhouding wenst. De « DPA » spreekt zich onmiddellijk uit over de aanvraag om geheimhouding.

§ 2. In afwijking van elke andere andersluidende reglementaire bepaling blijft de vergunningsaanvraag onderworpen aan een openbaar onderzoek als de aangevraagde uitbreiding of verbouwing als gevolg heeft dat gevaarlijke stoffen voor het eerst aanwezig zijn in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan die vermeld in bijlage I, delen 1 en 2, al naar gelang het geval, kolommen 2 of 3.

Art. 27bis/7. De in eerste instantie of in beroep bevoegde overheid die beslist over een vergunningsaanvraag voor de exploitatie, de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting of een installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, motiveert haar beslissing op grond van de gegevens vermeld in de identificatienota of in de veiligheidsstudie bedoeld in artikel 27bis/4, alsook op grond van de adviezen uitgegeven door alle overheden waarmee overleg is gepleegd, en van de bijkomende inlichtingen die eventueel aan de exploitant werden gevraagd.

Afdeling IV. — Toezicht en administratieve maatregelen

Art. 27bis/8. § 1. Als de door de exploitant genomen maatregelen om zware ongevallen te voorkomen en hun gevolgen voor de mens en het leefmilieu te beperken duidelijk onvoldoende zijn, wordt de vergunning opgeschort of, in voorkomend geval, ingetrokken door de bevoegde overheid, onverminderd elke andere straf of maatregel bedoeld in andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften.

In voorkomend geval is de in het vorige lid bedoelde opschorting of intrekking slechts gedeeltelijk of heeft ze betrekking op een gedeelte van de inrichting of installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat.

Vooraleer een beslissing te nemen op grond van de vorige leden, geeft de bevoegde overheid de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk mee te delen binnen een redelijke termijn.

§ 2. De exploitant kan beroep aantekenen tegen de overeenkomstig § 1 genomen beslissingen tot opschorting of intrekking van de vergunning. In afwijking van elke andersluidende bepaling heeft dat beroep geen schorsende kracht en wordt het volgens dezelfde modaliteiten ingesteld bij de overheid die bevoegd is om kennis te nemen van beroepen ingediend tegen de weigering tot verlening van een vergunning.

Art. 27bis/9. § 1. Als de door de exploitant genomen maatregelen om zware ongevallen te voorkomen en om hun gevolgen voor de mens en het leefmilieu te beperken duidelijk onvoldoende zijn, wordt de stopzetting van de exploitatie van de inrichting of de installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, of van de opslagplaats of van een gedeelte daarvan bevolen door de overheid (overheden), diensten of ambtenaren die bevoegd zijn voor het toezicht op gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, ongeacht of de vergunning al dan niet wordt verleend en onverminderd elke andere straf of maatregel opgelegd bij andere wettelijke, decretale of reglementaire voorschriften.

§ 2. De exploitant kan bij de Regering beroep aantekenen tegen elke beslissing genomen overeenkomstig § 1. In afwijking van elke andere andersluidende reglementaire bepaling, heeft dit beroep geen schorsende kracht.

Afdeling V. — Overgangsbepalingen

Art. 27bis/10. De vergunningsaanvragen voor de exploitatie, de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting of installatie waar gevaar voor zware ongevallen bestaat, alsook de desbetreffende administratieve beroepen, ingediend vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk, worden onderzocht overeenkomstig de bepalingen die van kracht zijn op de dag dat de aanvraag wordt ingediend. »

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De bepalingen van dit besluit treden in werking op de dag van inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage I

GEVAARLIJKE STOFFEN

(Bijlage identiek met bijlage I van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken)

Inleiding

1. Deze bijlage betreft de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in een inrichting bedoeld in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 en bepaalt de toepassing van de artikelen.

2. Mengsels en preparaten worden gelijkgesteld met zuivere stoffen, mits zij binnen de concentratiegrenzen blijven die op grond van hun eigenschappen worden vastgelegd in de desbetreffende Europese richtlijn vermeld in deel 2, nota 1, en de meest recente aanpassing daarvan aan de technische vooruitgang, tenzij specifiek een samenstellingspercentage of een andere beschrijving wordt gegeven.

3. De onderstaande drempelwaarden gelden per inrichting.

4. De voor de toepassing van de artikelen in aanmerking te nemen hoeveelheden zijn de maximumhoeveelheden die op eender welk moment aanwezig zijn of kunnen zijn. Gevaarlijke stoffen die slechts in hoeveelheden van 2 % of minder van de vermelde drempelwaarde in een inrichting aanwezig zijn, worden bij de berekening van de totale aanwezigheid buiten beschouwing gelaten, als zij zich op een zodanige plaats in de inrichting bevinden dat deze niet de oorzaak van een zwaar ongeval elders op het bedrijfsterrein kunnen zijn.

5. De in deel 2, nota 4, vermelde regels voor het optellen van gevaarlijke stoffen of categorieën gevaarlijke stoffen zijn in voorkomend geval van toepassing.

DEEL 1

Bij naam genoemde stoffen

Als een stof of groep stoffen van deel 1 ook ingedeeld is in een categorie van deel 2, worden de in deel 1 vermelde drempelwaarden in aanmerking genomen.

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
Ammoniumnitraat	350	2500
Ammoniumnitraat - Kunstmest	1250	5000

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
Diarseenpentoxide arseen (V) zuur en/of zouten daarvan	1	2
Diarseentrioxide, arseen (III) zuur en/of zouten daarvan		0,1
Broom	20	100
Chloor	10	25
Inhaleerbare poedervormige nikkelverbindingen (nikkelmonoxide, Nikkeldioxide, nikkelsulfide, trinikkeldisulfide, dinikkeltrioxide)		1
Ethyleenimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldehyde (concentratie 90 %)	5	50
Waterstof	5	50
Zoutzuur (vloeibaar gas)	25	250
Loodalkylen	5	50
Zeer licht ontvlambare vloeibare gassen (inclusief LPG) en aardgas	50	200
Acetyleen	5	50
Ethyleenoxide	5	50
Propyleenoxide	5	50
Methanol	500	5000
Poedervormige 4,4,-methyleenbis (2-chlooraniline) en/of zouten daarvan		0,01
Methylisocyaanat		0,15
Zuurstof	200	2000
Tolueendiisocyaanat	10	100
Carbonylchloride (fosgeen)	0,3	0,75
Arseentrihydride (arsine)	0,2	1
Fosfortihydride (fosfine)	0,2	1
Zwaveldichloride	1	1
Zwaveltrioxide	15	75
Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen (inclusief TCDD), uitgedrukt in TCDD-equivalent		0,001
De volgende CARCINOGENEN : 4-aminobifenyyl en/of zouten daarvan, benzidine en/of zouten daarvan, bis(chloormethylether, chloormethyl, methylether, dimethylcarbamoy-chloride, dimethyl-nitrosamine, hexamethylfosforzuurtriamide, 2-naftylamine en/of zouten daarvan, 1,3-propaansulten en 4-nitrodifenyyl	0,001	0,001
Benzine en andere aardoliefracties	5000	50000

NOTA'S

1. Ammoniumnitraat (350/2 500)

Dit geldt voor ammoniumnitraat en mengsels (andere dan die bedoeld in nota 2) van ammoniumnitraat waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent en voor waterige ammoniumnitraat-oplossingen met een concentratie ammoniumnitraat van meer dan 90 gewichtspercent.

2. Ammoniumnitraat (1 250/5 000)

Dit geldt voor enkelvoudige ammoniumnitraat-meststoffen die voldoen aan Richtlijn 80/876/EEG en aan samengestelde meststoffen waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent (samengestelde meststoffen bevatten ammoniumnitraat met fosfaat en/of kaliumcarbonaat).

3. Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen

De hoeveelheden polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen worden berekend aan de hand van de volgende wegingsfactoren :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2,3,7,8-TCDD	1	2,3,7,8-TCDF	0,1
1,2,3,7,8-PeDD	0,5	2,3,4,7,8-PeCDF	0,5
		1,2,3,7,8-PeCDF	0,05

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
1,2,3,4,7,8-HxCDD 1,2,3,6,7,8-HxCDD 1,2,3,7,8,9-HxCDD	0,1	1,2,3,4,7,8-HxCDF 1,2,3,7,8,9-HxCDF 1,2,3,6,7,8-HxCDF 2,3,4,6,7,8-HxCDF	0,1
1,2,3,4,6,7,8-HpCDD	0,01	1,2,3,4,6,7,8-HpCDF 1,2,3,4,7,8,9-HpCDF	0,01
OCDD	0,001	OCDF	0,001
(T = tetra, P = penta, Hx = hexa, Hp = hepta, 0 = octa)			

DEEL 2

Categorieën stoffen en preparaten die niet uitdrukkelijk worden genoemd in deel 1

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Categorieën gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
1. ZEER GIFTIG	5	20
2. GIFTIG	50	200
3. OXYDEREND	50	200
4. ONTPLOFBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 2a)	50	200
5. ONTPLOFBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 2b)	10	50
6. ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 3a)	5000	50000
7a. LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 3 b), 1)	50	200
7b. LICHT ONTVLAMBAARE VLOEISTOFFEN (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 3b, 2)	5000	50000
8. ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de definitie vermeld in nota 3c)	10	50
9. GEVAARLIJK VOOR HET MILIEU in combinatie met de waarschuwing :		
i) R50 : « Zeer giftig voor in het water levende organismen »	200	500
ii) R51 : « Giftig voor in het water levende organismen en R53 : kan op lange termijn schadelijke gevolgen hebben voor het aquatisch milieu »	500	2000
10. IEDERE STOF die niet onder de bovenstaande valt in combinatie met de volgende waarschuwingen :		
i) R14 « Reageert heftig in contact met water » (inclusief R14/15)	100	500
ii) R29 « Vormt giftig gas in contact met water »	50	200

NOTA'S

1. De stoffen en preparaten worden ingedeeld overeenkomstig de onderstaande richtlijnen (zoals gewijzigd) en hun meest recente aanpassing aan de technische vooruitgang :

— Richtlijn 67/548/EEG van de Raad van 27 juni 1967 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;

— Richtlijn 88/379/EEG van de Raad van 7 juni 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;

— Richtlijn 78/631/EEG van de Raad van 26 juni 1978 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke bepalingen in de Lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten (pesticiden).

Wat betreft de stoffen en preparaten die niet als gevaarlijk zijn ingedeeld overeenkomstig één van bovenstaande richtlijnen, maar die desondanks in een inrichting aanwezig zijn of kunnen zijn en die, gezien de omstandigheden die in de inrichting heersen, equivalente eigenschappen hebben of kunnen hebben die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken, worden de procedures voor de voorlopige indeling toegepast met inachtneming van het artikel dat in de desbetreffende richtlijn betrekking heeft op de materie.

Wat betreft de stoffen en preparaten die op grond van hun eigenschappen in verschillende categorieën kunnen worden ingedeeld, is in het kader van dit samenwerkingsakkoord de laagste drempelwaarde van toepassing.

2. Onder ontplofbare stof wordt verstaan :

a) i) een stof of preparaat die (dat) ontploffingsgevaar creëert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwing R2);

ii) een pyrotechnische stof, d.i. een stof (of een mengsel van stoffen) bestemd om warmte, licht, geluid, gas of rook of een combinatie van dergelijke verschijnselen te produceren door middel van niet-ontploffende zichzelf onderhoudende exotherme chemische reacties; of

iii) een ontplofbare of pyrotechnische stof die of een ontplofbaar of pyrotechnisch preparaat dat in voorwerpen is vervat;

b) een stof die of preparaat dat ernstig ontploffingsgevaar creëert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwing R3).

3. Onder ONTVLAMBAAR, LICHT ONTVLAMBAAR en ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (categorieën 6, 7 en 8) wordt verstaan :

a) ONTVLAMBARE vloeistoffen :

1) stoffen en preparaten met een vlampunt van minimum 21 °C en maximum 55 °C (waarschuwing R10), die blijven branden;

b) LICHT ONTVLAMBARE vloeistoffen :

1) stoffen en preparaten die warm kunnen worden en in contact met de lucht bij de omgevingstemperatuur zonder toevoer van energie vlam kunnen vatten (waarschuwing R17);

— stoffen die een vlampunt onder 55 °C en die onder druk vloeibaar blijven, wanneer werkingsomstandigheden, zoals hoge druk en hoge temperatuur, gevaar voor een zwaar ongeval kunnen veroorzaken;

2) stoffen en preparaten met een vlampunt onder 21 °C en die niet zeer licht ontvlambaar zijn (waarschuwing R12, tweede streepje);

c) ZEER LICHT ONTVLAMBARE gassen en vloeistoffen :

1) vloeibare stoffen en preparaten met een vlampunt onder 0 °C en een kookpunt (of in geval van een kooktraject een eerste kookpunt) dat bij normale druk maximum 35 °C bedraagt (waarschuwing R12, eerste streepje), en

2) gasvormige stoffen en preparaten die in contact met de lucht bij kamertemperatuur en normale druk ontvlambaar zijn (waarschuwing R12, tweede streepje), ongeacht of zij als gas of onder druk als vloeistof worden bewaard, met uitzondering van de in deel 1 bedoelde zeer licht ontvlambare vloeibare gassen (inclusief LPG) en aardgas, en

3) vloeibare ontvlambare stoffen en preparaten die gehouden worden op een temperatuur die hoger ligt dan hun kookpunt en die een vlampunt hebben dat lager is dan 55 °C.

4. Voor de toepassing van dit akkoord wordt de inrichting ingedeeld aan de hand van de volgende formules :

— indien qx de hoeveelheid is van de gevaarlijke stof x of het gevaarlijke preparaat x (al dan niet met name genoemd) aanwezig in de inrichting;

— indien voor stof x Q'_x de drempelwaarde is die vermeld staat in kolom 2 en Q''_x de drempelwaarde vermeld in kolom 3 van de delen 1 en 2 van deze bijlage;

— de inrichting valt onder artikel 3, § 1, derde lid, wanneer de som van de breuken :

$$q_1/Q'_1 + q_2/Q'_2 + q_3/Q'_3 + \dots > 1$$

— de inrichting valt onder artikel 3, § 1, tweede lid, wanneer de som van de delen :

$$q_1/Q''_1 + q_2/Q''_2 + q_3/Q''_3 + \dots > 1$$

Deze optelregels zijn onderscheidenlijk van toepassing op de volgende gevallen :

— de stoffen en preparaten vermeld in deel 2 en behorende tot de categorieën 1, 2 en 9, alsook de stoffen van deel 1 die dezelfde gevaarlijke eigenschappen vertonen;

— de stoffen en preparaten vermeld in deel 2 en behorende tot de categorieën 3, 4, 5, 6, 7a, 7b en 8, alsook de stoffen van deel 1 die dezelfde gevaarlijke eigenschappen vertonen.

Wanneer niet met name genoemde stoffen of preparaten gevaarlijke eigenschappen vertonen die onder verschillende optelbare categorieën vallen, is de in aanmerking te nemen deler de laagste drempelwaarde die op de stof kan worden toegepast.

Wanneer de stoffen of preparaten gevaarlijke eigenschappen vertonen die onder verschillende niet optelbare categorieën vallen, worden afzonderlijke optellingen gemaakt waarbij elke optelling aan één van de categorieën beantwoordt.

Wanneer een met name genoemde stof opgeteld wordt bij een niet met name genoemde stof, is de deler betreffende de met name genoemde stof de drempelwaarde vermeld in deel 1.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2001 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage II

Inhoud van de nota met de identificatie van de gevaren

Presentatie van de omgeving van de inrichting :

Factoren die ongevallen kunnen veroorzaken

Factoren die de gevolgen van een ongeval kunnen verergeren

Beschrijving van de installaties

Beschrijving van de voornaamste activiteiten en producties van de gedeelten van de inrichting die belangrijk zijn op het vlak van de veiligheid.

Beschrijving en nauwkeurige lokalisatie van installaties binnen de inrichting (opslagplaatsen, productie en elke andere activiteit) waar gevaar voor zware ongevallen bestaat.

Omschrijving van de omstandigheden waarin een zwaar ongeval zich zou kunnen voordoen en van de factoren die rechtstreeks of onrechtstreeks gevaar voor zware ongevallen kunnen doen ontstaan.

Omschrijving van de preventieve maatregelen, zoals de controle op de technische parameters en de uitrustingen voorzien voor de veiligheid van de installaties.

Beschrijving van de uitrustingen die bestemd zijn om de gevolgen van gevaarlijke emissies of zware ongevallen te beperken.

Omschrijving van de procédés

Bedoelde procédés betreffen de verwezenlijking van één of meer stoffen, preparaten of mengsels die gevaarlijk zijn in de zin van het samenwerkingsakkoord.

De omschrijving bevat :

— een diagram van de verrichte handelingen met de stofstromen, de reacties en de energiestromen als ze belangrijk zijn, vergezeld van een verklarende tekst met een beschrijving van de functies van de verschillende apparaten waarvan de vestiging overigens nauwkeurig zal worden aangegeven op een plan;

— een functioneel schema van de leidingen, apparaten en instrumenten die noodzakelijk zijn voor de controle op de handelingen;

— een nota betreffende de reactie- en controlestelsels met voldoende verwijzingen om de apparaten en instrumenten gemakkelijk te kunnen lokaliseren op het functionele schema;

— een nota betreffende de risico's inherent aan een ongecontroleerde ontwikkeling van de reacties en betreffende de middelen om defecten te voorkomen en de gevolgen te matigen.

Beschrijving van de gevaarlijke stoffen, preparaten en mengsels

Identificatie van de samenstellende stoffen aan de hand van de chemische naam, de CAS- en EEG-nummers en de naam uit de IUPAC-nomenclatuur.

Maximale hoeveelheid gevaarlijke stof(fen) op de site.

Fysische, chemische en toxicologische kenmerken en rechtstreeks en onrechtstreeks gevaar voor de mens en het milieu.

Fysische of chemisch gedrag in normale gebruiksomstandigheden en in voorzienbare ongevalsituaties.

Beschrijving van de apparaten die gevaarlijk kunnen zijn

Lokalisatie van de apparaten met een hogere capaciteit of transmissiesnelheid dan die bedoeld in bijlage IV.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2001 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage III

STRUCTUUR EN INHOUD VAN DE VEILIGHEIDSSSTUDIES

1. Structuur van de studie

De veiligheidsstudie bestaat uit drie delen :

■ Een beschrijvend deel met een inventaris van de gevaren waaruit een lijst van geduchte incidenten kan worden opgemaakt.

■ Een analytisch deel met voor elk geducht incident een mogelijkheid tot evaluatie van :

■ de kans dat het zich voordoet;

■ de kans op een rampzalige ontwikkeling;

■ de draagwijdte van de gevaarlijke effecten.

■ Een samenvatting waarin de aanvaardbaarheid van het risico dat inherent is aan elk geducht incident wordt gewettigd.

2. Inhoud van het beschrijvende deel

Omgeving van de inrichting :

■ Beschrijving van de site en zijn omgeving, met inbegrip van de geografische ligging, de meteorologische, geologische en hydrografische gegevens en, in voorkomend geval, de historiek.

■ Beschrijving van de zones die getroffen kunnen worden door een zwaar ongeval.

Beschrijving van de installaties :

■ Beschrijving van de voornaamste activiteiten en producties van de gedeelten van de inrichting die belangrijk zijn op het vlak van de veiligheid.

■ Beschrijving en nauwkeurige lokalisatie van de installaties binnen de inrichting (opslagplaatsen, productie en elke andere activiteit) waar gevaar voor zware ongevallen bestaat.

■ Omschrijving van de omstandigheden waarin een zwaar ongeval zich zou kunnen voordoen en van de factoren die rechtstreeks of onrechtstreeks gevaar voor zware ongevallen kunnen doen ontstaan.

■ Omschrijving van de preventieve maatregelen, zoals de controle op de technische parameters en de uitrustingen voorzien voor de veiligheid van de installaties.

Beschrijving van de uitrustingen die bestemd zijn om de gevolgen van gevaarlijke emissies of zware ongevallen te beperken.

Omschrijving van de procédés :

Bedoelde procédés betreffen de verwezenlijking van één of meer stoffen, preparaten of mengsels die gevaarlijk zijn in de zin van het samenwerkingsakkoord.

De omschrijving bevat :

- een diagram van de verrichte handelingen met de stofstromen, de reacties en de energiestromen als ze belangrijk zijn, vergezeld van een verklarende tekst met een beschrijving van de functies van de verschillende apparaten waarvan de vestiging overigens nauwkeurig zal worden aangegeven op een plan;

- een functioneel schema van de leidingen, apparaten en instrumenten die noodzakelijk zijn voor de controle op de handelingen;

- een nota betreffende de reactie- en controlestelsels met voldoende verwijzingen om de apparaten en instrumenten gemakkelijk te kunnen lokaliseren op het functionele schema;

- een nota betreffende de risico's inherent aan een ongecontroleerde ontwikkeling van de reacties en betreffende de middelen om defecten te voorkomen en de gevolgen te matigen.

Beschrijving van de gevaarlijke stoffen, preparaten en mengsels :

- Identificatie van de samenstellende stoffen aan de hand van de chemische naam, de CAS- en EEG-nummers en de naam uit de IUPAC-nomenclatuur.

- Maximale hoeveelheid gevaarlijke stof(fen) op de site.

- Fysische, chemische en toxicologische kenmerken en rechtstreeks en onrechtsreeks gevaar voor de mens en het milieu.

- Fysische of chemisch gedrag in normale gebruiksomstandigheden en in voorzienbare ongevalsituaties.

Beschrijving van de geduchte incidenten :

Beschrijving van oncontroleerbare incidenten waarvan de ernst volstaat om gevaar voor een zwaar ongeval te scheppen.

Verwijzing naar historische ongevallen :

Beschrijving van ongevallen en schierongevallen die al dan niet op de site gebeurd zijn, met identieke producten of producten met gelijkaardige eigenschappen.

3. Inhoud van het analytische deel

Schatting van de kans dat het geduchte incident zich zal voordoen :

- Gedetailleerde analyse van de omstandigheden waarin een geducht incident zich kan voordoen, ongeacht of de oorzaken intern of extern zijn.

- Schatting van bovenbedoelde kans op grond van de mogelijkheid dat voorafgaande incidenten zich zullen voordoen en van de betrouwbaarheid van preventiemiddelen.

Schatting van de kans op een rampzalige ontwikkeling

- Analyse van de omstandigheden waarin een oncontroleerbaar incident een zwaar ongeval kan veroorzaken.

- Kans op een rampzalige ontwikkeling op grond van meteorologische statistieken en van de betrouwbaarheid van het alarmsysteem en de interventiemiddelen.

Schatting van de gevaarlijke effecten en van hun draagwijdte :

Er dient rekening te worden gehouden met de volgende effecten :

- overdruk veroorzaakt door ontploffingen;

- warmtestraling van plasbranden, fakkels of vuurbollen;

- concentraties in de lucht van producten die gevaarlijk zijn voor de gezondheid;

- alle andere effecten die schadelijk zijn voor het leefmilieu.

4. Synthese

Er wordt een synthesesedocument opgemaakt, waarin de volgende gegevens voorkomen :

Onderzochte gevaarlijke stoffen :

- Benaming, gevaarlijke kenmerken en graad van verspreiding in het leefmilieu

Onderzochte beduchte incidenten :

- Betrokken uitrustingen.

- Beduchte voorvallen.

- Schatting van de kans dat oncontroleerbare voorvallen zullen plaatsvinden en rampzalige gevolgen zullen hebben.

- Aard en draagwijdte van de gevaarlijke effecten.

Inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het noodplan :

Voor elk beducht incident dat gevaarlijk kan zijn voor de omgeving van de inrichting, moet verwezen worden naar :

- de voornaamste eigenschappen van de gevaarlijke stoffen;

- de fysische verschijnselen te wijten aan de emissie van gevaarlijke stoffen en het mogelijk gevaar voor een rampzalige ontwikkeling;

- de aanbevolen bestrijdingsmiddelen en de eventueel gepaardgaande risico's;

- de risico's voor de bevolking en de interventiediensten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2001 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage IV

Criteria voor de bepaling van de begrippen 'ernstige gevolgen' en 'aanzienlijke verhoging of wijziging' bedoeld in artikel 27bis/3

1. Uitrustingen die vermoedelijk gevaarlijk zijn

Voor de toepassing van dit besluit worden de volgende uitrustingen als vermoedelijk gevaarlijk beschouwd :

— uitrustingen die gevaarlijke producten bevatten in een hoeveelheid die groter is dan de referentiemassa bepaald op grond van de gevaarlijke eigenschappen van het product, van zijn fysische toestand en eventueel van zijn situatie in vergelijking met een andere gevaarlijke uitrusting;

— open systemen zoals apparaten of leidingen met een capaciteit die lager is dan de in aanmerking te nemen referentiemassa maar die in 10 minuten dezelfde of een grotere hoeveelheid kunnen vrijmaken.

De massareferentie wordt berekend als volgt :

a) een referentiemassa M_a (in kg) selecteren al naar gelang de aard van het gevaar

Eigenschappen van het product	Vast	Vloeibaar	Gasachtig
1 Zeer giftig	10.000	1000	100
2 Giftig	100.000	10.000	1000
3 Oxyderend	10.000	10.000	10.000
4 Ontploffbaar (definitie 2a)	10.000	10.000	
5 Ontploffbaar (definitie 2b)	1000	1000	
6 Ontvlambaar		10.000	
7 Licht ontvlambaar		10.000	
8 Zeer licht ontvlambaar		10.000	1000
9 Gevaarlijk voor het leefmilieu	100.000	10.000	1000
10 Andere gevaren (R14, R15 of R29)	10.000	10.000	

b) in het geval van vloeibare producten, de massa's wegen naar gelang van het verdampings- of ontvlammingsrisico

De in bovenstaande tabel vermelde referentiemassa's M_a moeten worden gedeeld door een coëfficiënt S , die de som is van een coëfficiënt S_1 en een coëfficiënt S_2 en waarvan de grenzen worden teruggebracht tot

$$0,1 \leq S \leq 10$$

$$M_b = M_a / S$$

De coëfficiënt S is de som van een coëfficiënt S_1 en een coëfficiënt S_2 .

De coëfficiënt S_1 houdt rekening met het verschil tussen de bedrijfstemperatuur T_p en de kooktemperatuur bij luchtdruk T_{eb} volgens de wet :

$$S_1 = 10^{(T_p - T_{eb}) / 100}$$

Het variatiegebied van S_1 hangt af van het verband tussen een eventuele verhoging of vermindering van het risico en het verschil tussen de bedrijfstemperatuur en de kooktemperatuur.

Dit verband hangt rechtstreeks af van de gevaarmerken van de betrokken producten.

Als een product verscheidene gevaarmerken vertoont, wordt de kleinste waarde van M_b gekozen.

Eigenschappen van het product	Grenzen van S_1
1 Zeer giftig	$1 \leq S_1 \leq 10$
2 Giftig	$1 \leq S_1 \leq 10$
3 Oxyderend	$S_1 = 1$
4 Ontploffbaar (definitie 2a)	$S_1 = 1$
5 Ontploffbaar (definitie 2b)	$S_1 = 1$
6 Ontvlambaar	$0,1 \leq S_1 \leq 10$
7 Licht ontvlambaar	$0,1 \leq S_1 \leq 10$
8 Zeer licht ontvlambaar	$0,1 \leq S_1 \leq 10$
9 Gevaarlijk voor het leefmilieu	$1 \leq S_1 \leq 10$
10 Andere gevaren (R14, R15 of R29)	$S_1 = 1$

De coëfficiënt S_2 wordt uitsluitend toegepast op de procédés met een negatieve temperatuur en wordt verkregen d.m.v. de formule $S_2 = T_{eb} / (-50)$

De temperaturen worden uitgedrukt in Celsius°.

Opmerkingen :

■ Voor mengsels wordt de aanvankelijke kooktemperatuur in aanmerking genomen.

■ Voor een niet-stabiel product dat zich ontbinden kan vooraleer het kookpunt te bereiken, wordt de dissociatietemperatuur in aanmerking genomen.

■ Voor een product dat zonder dissociatie kan polymeriseren vooraleer het kookpunt te bereiken, is de coëfficiënt S_1 altijd gelijk aan 1.

■ De weging door de coëfficiënten S_1 en S_2 is niet van toepassing op de producten van de categorieën 3, 4, 5 en 10.

d) wegen in geval van een risico van domino-effect

De uitrustingen met ontplofbare of ontvlambare stoffen moeten ook als gevaarlijke uitrustingen worden beschouwd als ze gelegen zijn op minder dan 50 m van uitrustingen die als gevaarlijk beschreven zijn overeenkomstig de regels a) en b) en als ze een massa gevaarlijke producten bevatten of in minder dan 10 minuten kunnen vrijmaken die groter is dan een massa M_c berekend als volgt :

$$M_c = S3M_b \text{ met } 0,1 = S3 = 1 \text{ en } S3 = (0,02D)^3$$

D is de kortste afstand uitgedrukt in m tussen beide uitrustingen.

2. Verbouwingen of uitbreidingen van een inrichting die groot gevaar voor zware ongevallen inhouden.

De volgende verbouwingen of uitbreidingen kunnen belangrijke gevolgen hebben :

■ de bouw waar dan ook in de inrichting van een nieuwe uitrusting die als gevaarlijk wordt beschouwd overeenkomstig de criteria van deze bijlage;

■ de verplaatsing binnen de inrichting van een als gevaarlijk beschouwde uitrusting;

■ het aanbrengen van een los- of laadplaats voor gevaarlijke producten, van een stookinstallatie of van een brandbare lading van meer dan 100 ton op minder dan 50 m van een als gevaarlijk beschouwde uitrusting die al toegelaten is;

■ elke verbouwing van de stelsels waarbij vloeibaar of gasachtig afvalwater wordt tegengehouden, verzameld of vernietigd, die een weerslag kan hebben op de technische verrichtingen van die stelsels;

■ elke wijziging van de stelsels voor de opsporing van lekkages of voor brandbestrijding;

■ elke constructie die hoger is dan 2 m en met minstens één volle wand op minder dan 50 m van een gevaarlijke uitrusting met vloeibaar gemaakte gassen onder druk of overhitte vloeistoffen.

3. Belangrijke verhoging van de hoeveelheid aanwezige gevaarlijke stoffen.

De volgende verhogingen worden als belangrijk beschouwd :

■ een verhoging in capaciteit of transmissiesnelheid van meer dan 50% t.o.v. de kenmerken van een reeds toegelaten gevaarlijke uitrusting;

■ elke verhoging in capaciteit of snelheid waardoor de capaciteit van een uitrusting de referentiemassa zou overschrijden en waardoor die uitrusting als gevaarlijk zou worden beschouwd;

■ elke capaciteitsverhoging die een weerslag heeft op de indeling van de inrichting.

4. Belangrijke wijziging van de aard of de fysische toestand van de aanwezige gevaarlijke stoffen

Belangrijke wijzigingen zijn de wijzigingen van de fysische toestanden die aanleiding geven tot een verhoging van 50% of meer van de wegingscoëfficiënten op grond waarvan de referentiemassa's voor de rangschikking van een apparaat worden berekend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2001 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken en tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de Titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

F. 2001 — 1482

[C - 2001/27304]

**17 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création d'une cellule administrative provisoire
auprès du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Considérant les délibérations du Conseil des Ministres du Gouvernement fédéral des 5 avril et 31 mai 2000 sur la régionalisation des compétences fédérales en matière d'agriculture;

Considérant qu'il importe dès lors que la Région se dote d'une cellule composée notamment de fonctionnaires fédéraux maîtrisant ces matières afin de préparer sans délai ce transfert de compétences;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 janvier 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} février 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 janvier 2001;

Vu le protocole n° 326 du Comité de secteur n° XVI, établi le 12 janvier 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.306/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une cellule administrative provisoire auprès du Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, chargée de la mise en place des structures régionales nécessaires en vue de l'exercice par la Région wallonne de compétences en matière de politique agricole actuellement exercées par l'Etat fédéral, ci-après dénommée la cellule.

Art. 2. La cellule a pour mission d'étudier tout problème résultant de la régionalisation des compétences fédérales en matière de politique agricole et plus particulièrement de la gestion de cette régionalisation. A cet égard, la cellule veille notamment à :

1° déterminer les besoins en personnel;

2° déterminer les besoins en équipement;